

Accompagnement littéraire de l'exposition temporaire  
« Vies d'exil. 1954-1962. Des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie »

## Textes d'auteurs, témoignages et articles

### Sommaire

#### 1- LA VIE SOCIALE

Départ d'Algérie, arrivée en France

- **Le Polygone étoilé**, Kateb Yacine (p.3)
- **L'Opium et le bâton**, Mouloud Mammeri (p.5)
- **C'était en 58 ou en 59...**, Saïd Mahrane (p.7)

Travail

- **Les Boucs**, Driss Chraïbi (p.8)
- **Algeria fara da se**, Jean El Mouhoub Amrouche (p.9)

Logements

- **La Trahison. Le roman d'une porteuse de valises du FLN**, Heidi Seray (p.10)
- **Vivre au paradis. D'une oasis à un bidonville**, Brahim Benaïcha (p.12)
- **Bidonvilles de Nanterre (1957-1963)**, Jean Pottier (p.13)
- **Les foyers de travailleurs nord-africains en banlieue parisienne**, Fathia Lounici (p.14)

#### 2 - LE RAPPORT À LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Syndicalisme

- **Élise ou la vraie vie**, Claire Etcherelli (p.16)
- **Après les attentats contre les syndicalistes**, article du journal *La Vérité* (p.17)

Cafés et cabarets orientaux

- **La Trahison. Le roman d'une porteuse de valises du FLN**, Heidi Seray (p.19)
- **Le Polygone étoilé**, Kateb Yacine (p.20)
- **Les cabarets orientaux à Paris, des années folles aux années raï**, documentaire de Catherine Guilyardi et Charlotte Roux (p.21)
- **Algérie, mon beau pays**, Slimane Azem (chanson) (p.25)

Lieux de contact ; l'école

- **Vivre au paradis. D'une oasis à un bidonville**, Brahim Benaïcha (p.26)

Violences policières

- **Chroniques du bidonville. Nanterre en guerre d'Algérie**, Monique Hervo (p.27)
- **Élise ou la vraie vie**, Claire Etcherelli (p.28)

### 3 – LA PASSION DU POLITIQUE

L'engagement des immigrés algériens

- **Le Couvre-feu d'octobre**, Lancelot Hamelin (p.31)
- **C'était en 58 ou en 59...**, Saïd Mahrane (p.32)

Des Français dans la guerre

- **Notre guerre**, Francis Jeanson (p.34)
- **Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire**, Sarah Kaminsky (p.36)
- **Le Manifeste des 121** (p.37)
- **La Trahison. Le roman d'une porteuse de valises du FLN**, Heidi Seray (p.39)
- **Djamila Boupacha**, Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi (p.40)
- **Une victoire**, Jean-Paul Sartre (p.42)
- **Les Damnés de la terre. Guerre coloniale et troubles mentaux**. Frantz Fanon (p.44)

### 4 – LES MANIFESTATIONS D'OCTOBRE 1961

- **17 octobre 61**, Kateb Yacine (p.46)
- **Gare du Nord**, Abdelkader Djemai (p.46)
- **La Seine était rouge. Paris, octobre 1961**, Leïla Sebbar (p.47)
- **Le couvre-feu d'octobre**, Lancelot Hamelin (p.49)
- **Petit livre gris**, Élie Kagan (p.50)

### 5- LA PAIX PARTAGÉE

- **Chroniques du bidonville. Nanterre en guerre d'Algérie**, Monique Hervo (p.53)

## A- Départ d'Algérie, arrivée en France

### Le Polygone étoilé

Kateb Yacine

« Fasciné par l'image ancestrale et typiquement méditerranéenne de la figure géométrique du polygone étoilé, Kateb en fait le symbole de son expression littéraire, celle de l'histoire des peuples bâtie sur l'exil, à la croisée des cultures, celle nécessairement à la forme éclatée, alliant à la fois le théâtre, la poésie et le roman », écrit l'universitaire Marine Piriou. La dimension mythique croise l'inscription réaliste dans l'histoire de l'Algérie, notamment celle de l'émigration vers la France.

Sur les quais du port d'Alger, Lakhdar et son compagnon Brahim ont embarqué clandestinement sur le *Ville d'Oran*, pour rejoindre Marseille.

- Je remets pas les pieds au pays. Ou plutôt, je reviens tel que j'étais parti, mais je fais suivre cent complets pendus dans des valises pareilles à celles de Ray Sugar Robinson.

Les prévisions de Lakhdar n'étaient pas moins rigoureuses.

- Une fois payées les dettes de grand-père, je rachète les soixante hectares, je fais venir une Parisienne à cheval, et je dis au colon : vous pouvez faire le vide.

- J'en ai marre de boire l'air.

- Tu crois que le sang va pas descendre ? J'ai les pieds qui dorment.

- Claque des dents, ça fait circuler le sang.

- C'est pas une vie !

- C'est le chemin des Ancêtres. Ce monde n'est pas pour nous.

- L'autre non plus, peut-être.

À midi, ils s'engageaient le long d'un couloir aérien nouvellement crépi, incorporés à une famille qui exhibait de loin ses tickets. Grisaille monumentale. Abasourdis par la variété des bagages et des féminités, ils ne s'étaient pas avoué l'essentiel : Lakhdar n'avait qu'un acte de naissance vieux de cinq ans et la carte d'identité de Brahim, délivrée par les autorités militaires des territoires du Sud, était couverte de caractères arabes à moitié effacés.

- Presse-toi.

- On est à Marseille !

- C'est grand.

- Nous aussi, on est grands.

Le couloir s'allongeait, coupé de marches donnant sur des galeries où la foule se divisait, tout en grossissant.

Brahim ralentissait, l'œil lointain.

- J'en vois un, là-bas, qui est sûrement de chez nous. Le noir, le frisé, avec une chemise de toutes les couleurs.

Le personnage dit qu'il était d'Oran.

- Pas si loin que ça, cocagne ! Y a le poste de douane. Vous avez rien ?

Ils étaient devant un guichet fumant. La jeune femme égoûtait les frites. On lui aurait mangé les cheveux.

- À vous l'honneur, dit Lakhdar.

- Attention, dit l'Oranais. Quand j'ai débarqué à Marseille, j'ai voulu goûter la soupe au poisson ; ça fait que j'ai couché dehors, et la police m'a repéré. En pays étranger, faut pas dépenser avant de s'enrichir.

Ils tournèrent sur une place flanquée de brasseries très vastes. Ils remarquèrent, en dévalant une rue à pic, un nombre incroyable de nègres et de Nord-Africains.

Ils baissaient les yeux sur les flaques immondes, reconnaissaient des costumes dont l'élément national était le passe-montagne kaki et l'uniforme de la dernière guerre. Ils passaient en revue les cafés où ne manquaient pas les enseignes orientalistes, jusqu'aux touffes de menthe qui ornaient les verres de thé vert. « Oui ou non avons-nous traversé la mer ? » disaient leurs regards détournés de groupes indéracinables qui marchandaient les guenilles, tendaient les paquets de Bastos. Marseille n'était plus que ce corridor de casbah. Le soleil pâlisant sur de vieilles murailles. Une automobile aux antennes cafardeuses, longue comme un corbillard. *Commissariat de police*. Un attroupement sur les marches, et, à grands cris, haranguant les trafiquants, un sergent recruteur.

Lakhdar remonte la vallée du Rhône, le plus souvent à pied, acceptant pour gagner sa vie tout ce qu'on lui propose : travaux de terrassement, de ferrailage, de manœuvre, dormant chez l'un chez l'autre, dans des remises ou sur du foin. Quittant Arles en compagnie de son camarade Chérif, le voici à Grenoble pour travailler au percement d'un tunnel.

Ça fait rien

C'est un Algérien

Qui travaille beaucoup

Et qui mange rien.

La pluie, la fin du jour, l'énigmatique errance d'un coq sillonnant le chantier, martial, hochant la tête, fermant l'œil au crépitement de sa barbe rouge sous le rapide orage d'été, à l'entrée de Grenoble, et les deux voix scandant toujours, à coup de pelle dans le mortier déjà durci :

Un Algérien

prolétarien

qui souffre et qui dit rien.

*Mais maintenant, on va dire quelque chose !*

Accoudés sur le Drac.

- À la Manufacture Dauphinoise, i cherchent des hommes pour la ferraille.

Et le troisième, le Français, dit encore à Lakhdar :

- C'est de l'appareillage électrique. I disent ferraille, histoire de trafiquer le salaire des Nord-Af. C'est pas les Algériens qui manquent par ici. Dans le bâtiment, j'en ai connu un, Mohamed. On est restés longtemps ensemble. Un copain. Dommage, il a filé à l'anglaise, j'sais pas pourquoi, mais je crois qu'il est au tunnel.

- Mohamed ?

- Y a que des Mohamed par ici.

- Va voir à la cantine.

C'était un homme grisonnant, maigre et noueux, l'œil fiévreux, la moustache en bataille, assis sur un coin de banc, dans la pénombre. Il répondit à peine.

- À votre place, je passerais mon chemin.

- Bientôt l'hiver.

Il y eut un silence, pacte scellé entre ours.

Lakhdar, sans plus tarder, commanda une chopine, mais l'accord avec Mohamed marqua la brouille avec Chérif.

- Tu veux crever au fond d'un trou, et vivre comme un prince. Adieu, j'ai des cousins.

Et Chérif s'en alla.

À cinq cents mètres des baraquements, après le pont de fer, une gueule noire et fumante. Lakhdar monta sur une carriole tirée par un tracteur. Un coup de corne, et le convoi s'enfonça dans la nuit, sur un dernier lambeau de glaise, comme si la montagne, ravalant ses entrailles à vif, avait tout dévoré, dans une grimace de triomphale souffrance. Bottés, vêtus de caoutchouc, casqués de cuir, des hommes silencieux descendaient vers le front d'attaque, la vague de rochers reculant sous les coups de l'appareil géant, objet du culte privilégié des chefs de groupe. Les douze fleurets d'acier, comme les bras d'un monstre, s'étaient mis à frapper, dans l'inferral vacarme. Lakhdar, un peu plus loin, fut voué aux claquements et aux sursauts des marteaux piqueurs, au halètement des compresseurs, pendant trois heures, sans arrêt, juste le temps de creuser une centaine de trous à quatre mètres de profondeur. Bourré de dynamite, chaque trou fut ensuite relié par un fil à une boîte d'amorces.

Se plaquant contre la paroi, Lakhdar suivit le mouvement général de repli, n'entendit rien, sentit la voûte tressaillir, vit les rochers se rompre, se figer, tandis que le tunnel grondait de bout en bout, comme si l'explosion, aveugle, sourde et traquée, allait revenir à son point de départ, comme si rien ne s'était passé, comme si rien n'était possible dans le roc imperturbable.

Seuil, 1966

### Kateb Yacine

*Né le 2 août 1929 à Constantine, Kateb Yacine est issu d'une famille berbère lettrée de l'Est algérien. En 1934, il entre à l'école coranique, puis à l'école française en Kabylie avant d'être interne à Sétif. Lorsqu'il a quinze ans, il participe dans cette ville aux manifestations du 8 mai 1945, au cours desquelles de nombreux Algériens sont tués. Il est arrêté et détenu deux mois. Cette expérience, fondamentale dans le devenir de Kateb Yacine, et qui nourrira plus tard des oeuvres comme Le cadavre encerclé, scelle ses convictions en faveur de la cause nationale. Il est exclu du lycée, fait un séjour à Bône (Annaba), où il rencontre sa cousine Nedjma dont il tombe éperdument amoureux et avec laquelle il vit quelques mois. En 1956 paraîtra Nedjma, oeuvre d'une écriture révolutionnaire, où femme et Algérie font l'objet d'une quête complexe et fougueuse. Le premier séjour de Kateb Yacine à Paris date de 1947, année où il adhère au Parti communiste algérien. Il y fait une conférence sur l'Émir Abdelkader. Après une expérience de journalisme à Alger républicain, il devient docker à Alger, puis s'installe à Paris jusqu'en 1959, avant de vivre dans d'autres pays européens, contraint à l'exil en raison de ses prises de positions politiques. En 1962, Kateb Yacine est de retour en Algérie. Il continue d'écrire romans, articles et pièces de théâtre. À partir de 1970, il travaille à des oeuvres théâtrales populaires, écrites en arabe dialectal, qui lui valent des critiques en raison de ses positions sur la religion, la condition des femmes ou la culture berbère. Il meurt à Grenoble le 28 octobre 1989.*

## L'Opium et de bâton

### Mouloud Mammeri

L'histoire se passe dans un village montagnard de Kabylie, en pleine guerre d'Algérie, révélant, de la lâcheté à l'héroïsme, les positions de chacun face à l'occupation coloniale. Tandis que le docteur Bachir est chargé de réorganiser le service sanitaire dans la Wilaya III (Kabylie), Ali son jeune frère a rejoint les rangs de l'ALN tandis que Bélaïd l'aîné, est du côté des Français. Celui-ci, poussé par la misère, avait quitté sa famille et son village kabyle de Tala dans les années quarante. Installé à Paris, il avait fini par dériver et sombrer dans l'alcoolisme. Dix ans plus tard, pendant la guerre d'indépendance, son fils Ouali parvient en France à son tour, se met en quête de son père qu'il retrouve désœuvré sur un banc des jardins du Luxembourg. Les deux hommes se rendent dans la chambre de Bélaïd dont la fenêtre s'ouvre sur le Paris nocturne.

Les bruits et les lumières s'engouffrèrent d'un coup par le carré soudain coupé dans le bleu noir du ciel. Ouali n'en croyait pas ses yeux. Un incendie énorme embrasait tout l'espace jusqu'à l'horizon. Des milliers de torches composaient devant lui un immense ballet de scintillements nerveux pressés, avec les traînées de lumière de longs tubes aux figures compliquées qui avaient l'air d'être des écritures. La nuit baignait dans une clameur sourde, épaisse et molle dans du coton.

Ouali reçut tout cela de plein fouet dans les oreilles, dans les yeux. Belaïd contemplait aussi de son regard hébété.

- Regarde ! C'est Paris, c'est une tranche de paradis, un vrai, pas celui des buveurs de ton village. Tout ce que tu désires, tu l'y trouves. Il suffit de tendre la main. Tiens, regarde...

Il passa par la fenêtre une main aux mouvements flasques, indécis.

- Tout ce que tu veux, l'argent, les filles, les boîtes, les meilleurs pinards, le P.M.U. dis, vieux, tu sais ce que c'est le P.M.U., moi, j'y joue tous les dimanches.

Ouali ne l'écoutait pas, il regardait : comment faisait-on pour se mouvoir au milieu de cette mer ?

Vite défilèrent devant lui les petites maisons basses et obscures de Tala, que le coucher du soleil livrait tout de suite à la nuit, la nuit sans lampes, où il avait si peur quand il était enfant, la nuit où le silence était si plein, si pur, que de l'autre côté de la vallée, à des kilomètres du village, on entendait les aboiements des chiens ou les hurlements tristes des hiboux dans les frênes.

L'air du dehors dégrisa un peu Belaïd. Il regarda son fils, et dans les yeux perdus d'Ouali retrouva tout de suite son propre émerveillement d'il y avait dix ans, quand il était arrivé à Paris pour la première fois.

- C'est beau, hein ?

Il n'attendait pas de réponse.

- C'est beau ? Eh bien, écoute bien ma vieille peau. Vieux frère, ne t'y fie pas, il y a tout à Paris, mais pas pour toi, tu entends ? Toi, tu es un Algérien. D'ailleurs, inutile de te faire de longs discours, sois tranquille, tu t'en apercevras vite, les autres se chargeront de te l'apprendre bientôt.

- Quels autres ?

- Mais les Français, imbécile, ici c'est leur pays.

- Je suis venu travailler.

- C'est cela, comptes-y. Le travail, il faut que tu le trouves, tu es drôlement fringué, tu sais, vieux, pour Paris, tu verras ça tout seul. Tu comprends, ici, c'est leur pays. Pour eux, on est des emmerdeurs. On est brun, on parle pas comme eux, on ne mange pas comme eux. Alors, tu verras, bientôt tu vas marcher en rasant les murs, parce que tu sentiras que tu n'es pas chez toi, que tu es un emmerdeur. Ici, c'est Paris, il y a tout, mais rien n'y est pour toi. Il est à eux, ce pays, pas à nous ; c'est l'Algérie, notre pays, le pays de la misère, de la morve et des larmes, des pieds nus, des femmes tristes et des hommes condamnés. C'est ça notre pays, c'est l'Algérie, l'Algérie, l'Algérie !...

Plon, 1965. Points, 2012

## Mouloud Mammeri

*Mouloud Mammeri, écrivain, poète, anthropologue et linguiste algérien est né le 28 décembre 1917 à Taourirt en Kabylie et est décédé le 26 février 1989. Mobilisé pendant la Seconde Guerre mondiale, il participe aux campagnes d'Italie, de France et aux derniers combats contre l'Allemagne. Devenu enseignant en Algérie, il publie son premier roman, La Colline oubliée, en 1952, puis Le Sommeil du Juste en 1955. Il quitte l'Algérie en 1957 en raison de la guerre et rejoint le Maroc, où il demeure jusqu'à l'indépendance en 1962, date où il reprend ses activités de recherche et d'enseignement dans l'Algérie indépendante à l'Université d'Alger et au Centre de recherches anthropologiques préhistoriques et ethnologiques (CRAPE, de 1969 à 1980). En 1965, paraît son roman L'Opium et le bâton qui revient sur les événements de la guerre*

*d'indépendance à travers les choix et les tribulations de personnages issus du même village en Kabylie. Mouloud Mammeri est maître de la chaire de Berbère à l'Université d'Alger. Celle-ci supprimée, il poursuit ses cours de langue et d'ethnologie berbères. Cela lui vaudra d'être considéré comme un porte-drapeau de l'amazighité. En 1980, l'interdiction de sa conférence programmée à l'Université de Tizi-Ouzou entraîne les premières manifestations revendiquant l'officialisation de la langue kabyle et la reconnaissance de l'identité et de la culture berbères. Elles marquent le début du soulèvement du Printemps berbère. Ses activités incessantes d'écriture, de recherche et d'enseignement lui ont permis de laisser derrière lui un ensemble dense et varié de romans, nouvelles, pièces de théâtre, écrits de grammaire, de linguistique et textes de critique littéraire. Il est toujours considéré comme l'un des fondateurs de la littérature maghrébine francophone et le chantre de l'identité berbère.*

## **C'était en 58 ou en 59...**

Saïd Mahrane

Saïd Mahrane, lorsqu'il était collégien, a interrogé son père sur sa vie d'immigré algérien à Paris pendant la guerre d'indépendance et son engagement dans le FLN. Cinquante ans plus tard, le journaliste se lance dans une enquête pour reconstituer l'expérience paternelle et en faire un récit. Il retrouve Marcel, toujours patron de café de la rue au Maire dans le III<sup>e</sup> arrondissement et qui a bien connu Mohamed Saïd Mahrane.

Marcel et mon père ont posé leurs valises à Paris au cours de la même année, en 1956. Mon père était arrivé à Marseille par bateau avant de prendre le train pour Paris. Il devait retrouver rue des Gravilliers son frère aîné –aujourd'hui disparu –, qui lui trouverait un travail et une petite chambre. Ces détails, je les tenais de ma mère. Marcel, lui, a fait du stop pour rejoindre Paris. Ce montagnard aux pieds larges s'est souvenu que la traversée de la Méditerranée en bateau avait été pour lui une épreuve de trente heures, passées pour l'essentiel sur le pont, plié en deux, à déverser sa bile à la mer. Arrivé à Paris, il a pris le métro –« sans ticket »–, sans trop savoir quelle ligne emprunter. Il se perdit dans les méandres des correspondances, se découvrant soudainement claustrophobe, et arriva enfin à la station Arts-et-Métiers, après mille frayeurs et grâce à l'aide d'une dame bienveillante qui l'avait pris en pitié. Arts-et-Métiers était son terminus. C'était écrit sur le papier que lui avait remis son oncle Ali. Ici, à Arts-et-Métiers, Marcel savait qu'il retrouverait des visages ou du moins des noms familiers. Parler sa langue maternelle, l'amazigh<sup>1</sup>, se fondre au sein d'un groupe berbérophone, ce n'était pas rien pour ce Kabyle alors sans le sou, sans un parent en métropole, muni d'un cabas et habillé d'une chemise au col boutonné « pour faire civilisé ». Il dépensa ses premiers francs à téléphoner à ses parents afin de les rassurer : leur fils était arrivé à bon port. Seize ans : l'aventure commençait.

<sup>1</sup>langue berbère

Calmann-Lévy, 2011

Saïd Mahrane : *Né le 30 juillet 1978, il est grand reporter au Point depuis 2005.*

## **B- Travail**

## Les Boucs

Driss Chraïbi

Yalaan Waldik vit avec sa compagne Simone et son fils Fabrice dans un terrain vague de la banlieue de Nanterre, partageant une vie de misère avec un groupe d'immigrés. Les « boucs », ce sont eux, boucs émissaires de la société et animaux de labeur, exploités et humiliés, rejetés et haïs. Le style inédit du récit et ses composantes narratives rendent compte avec violence de cette réalité.

Années cinquante. Du côté de Nanterre, un groupe d'immigrés Nord-Africains erre en quête de travail.

Ils étaient une vingtaine et ils marchaient depuis l'aube. Le soleil levant avait essayé de s'absorber en eux, de les teindre ou, tout au moins, de leur donner des contours, une forme, une ombre. Puis le vent s'était levé, bref et péremptoire comme un policier, déterminé à les balayer. Mais ces deux tentatives avaient été vaines.

Maintenant le soleil était tapi derrière un amas de nuages comme autant de témoins, le vent bougonnait – et eux marchaient toujours.

Leurs pieds quittaient à peine le sol, comme si la pesanteur eût reconnu en ces êtres de futurs et excellents minéraux et les eût déjà liés à la terre, chaussés de semelles qu'ils croyaient être du cuir, du caoutchouc ou du bois, simples formes de pieds découpées dans de vieux pneus ou dans de la tôle galvanisée et qui avaient fini par les mouler jusqu'aux ongles des orteils, jusqu'à la mécanisation du pas – et cela représentait d'incroyables godillots graissés au saindoux ou peints à la gouache, qui semblaient vides de tout pied, animés tout juste d'une ancestrale habitude qui les eût soulevés et fait retomber sur le pavé, gauches et dérisoires comme des souliers vides.

Pas un sens critique ne les eût distingués l'un de l'autre, la vie les avait rendus prisonniers de leur hargne et égaux en misère. Jadis ils avaient eu un nom, un récépissé de demande de carte de chômage – une personnalité, une contingence, un semblant d'espoir. Maintenant c'étaient les Boucs. Pas une prison, pas un asile, pas une Croix Rouge n'en voulaient. Eux, honnêtement, faisaient tous les jours leur possible : des vols, des bagarres au couteau, des dépressions nerveuses – qui les eussent (ils continuaient de le croire) logés et nourris. Les policiers accomplissaient consciencieusement leur devoir : ils les passaient à tabac, les relâchaient ensuite.... Mais j'ai commis un vol ! – allez, ouste ! dehors ! pas d'histoire. Il s'en trouvait même un parmi eux que les S.S. avaient arrêté, déporté dans un camp de travail forcé en Allemagne – il en était revenu souriant de ses 8 dents (celles qui avaient résisté aux coups de Gummi) l'air à la fois triomphant et plein d'excuses : hé ! ils n'ont rien pu tirer de moi...

Ils étaient vingt-deux. Ce jour-là, comme tous les jours, l'aube les avait vus surgir de leur taupinière et uriner tous en rond dans la brume et le froid. Le Caporal avait marché devant, un Bicot mélancolique gratifié de ce grade parce qu'il séjournait en France depuis 1920 (toujours chômeur ou presque toujours) et que la taupinière lui appartenait – du moins c'était lui qui l'avait découverte, une ex-cabine de camion Dodge dans un terrain vague de Nanterre – et ils lui avaient emboîté le pas. La veille, à la lueur d'une boule de suif où l'on avait enfoncé une baguette de bois, ils avaient discuté ferme. Ce jour-là ne ressemblerait pas aux autres.

Midi les surprit massés devant un panneau. Le froid devenait intense mais, s'ils se frottaient les mains, c'était de plaisir. Le Caporal savait lire et il épelait l'annonce du placard à haute voix, gravement et en hochant la tête. Les autres répétaient à sa suite, faisant des traductions et des commentaires entre deux syllabes épelées, deux mots laborieusement constitués, toussant, riant, crachant dans leurs mains qu'ils se frottaient avec vigueur. Ils comprirent qu'on demandait des terrassiers et il y eut instantanément une course en bloc, où les coudes et les mâchoires se heurtaient, où les godillots martelaient le pavé et les guenilles en mouvement semblaient figurer un décor de voiles de bateaux trouées et giflées par l'ouragan – avec des ordres contre-ordres injures, avec des arrêts et des départs aussi brusques vers de nouvelles directions – mais il n'y eut pas de débandade,



comme si la défection ou le simple écart d'un seul d'entre eux eût anéanti d'avance leur chance d'être engagés.

Denoël, 1955. Gallimard Folio, 1989

### Driss Chraïbi

*Issu d'une riche famille, Driss Chraïbi est né en 1926 dans la ville d'El Jadida, au Maroc. Il poursuit ses études secondaires au collège et lycée français de Casablanca. En 1945, il s'inscrit à la faculté de chimie de Paris ; lors de petits boulots, il côtoie le monde des ouvriers maghrébins et découvre leurs dures conditions de vie. Devenu ingénieur, Driss Chraïbi choisit de rester en France et commence à écrire. Son deuxième roman, Les Boucs, paru en 1955, dénonce avec rudesse, dans un style âpre, la condition des immigrés en France. Tout en continuant d'écrire et de publier, Driss Chraïbi travaille comme auteur-producteur et responsable des dramatiques à France-Culture, un métier qu'il fera durant près de trente ans. Après avoir passé sa vie entre son pays natal, la France, mais également le Canada et l'Italie, Driss Chraïbi s'est éteint le 1er avril 2007 dans la Drôme, sa région d'adoption, et repose désormais à Casablanca.*

## Algeria fara da se<sup>1</sup>

Jean El Mouhoub Amrouche

<sup>1</sup> L'Algérie se fera d'elle-même

En 1957, Germaine Tillon fait paraître son ouvrage, *L'Algérie en 1957*, où elle dénonce avec force la situation économique et la misère dans l'Algérie coloniale sans se prononcer pour l'indépendance. À cette prise de position, et contrairement à Albert Camus qui l'approuve, Jean Amrouche réagit vigoureusement dans le journal *Témoignage Chrétien* (connu pour ses positions anticolonialistes et plusieurs fois saisi pendant la guerre d'Algérie). Dans un long article, l'écrivain, qui clame le droit à l'indépendance pour l'Algérie, répond point par point à Germaine Tillon, notamment sur la question des immigrés en France.

Libre et responsable, seul responsable de son destin, le peuple algérien sortira lui-même de l'impasse économique, du cul de basse fosse où l'a jeté le colonialisme. Il ne compte sur la pitié de personne, sur la générosité de personne. Les économistes peuvent jouer avec les chiffres et dresser des plans. La décision dès maintenant leur échappe. La Révolution algérienne ne promet au peuple que le seul bonheur d'être libre, non la prospérité et le bien-être pour demain. Le néo-colonialisme lui assure la misère dans la servitude –comme l'ont montré d'excellents auteurs. Quoi qu'il advienne, la misère économique ne peut pas être pire que ce qu'elle était à la veille de la guerre. Et les arguments d'épicier tirés de la présence de 400 000 travailleurs algériens en France qui seraient, dit-on, refoulés en Algérie, s'ils cessaient d'avoir une carte d'identité française, constituent un chantage puéril.

Car enfin, ces travailleurs ne sont point, que je sache, employés par charité et dans un souci de solidarité patriotique. On leur achète leur travail, le plus dur, le plus mal payé, celui dont les Européens ne veulent pas. Et sur le peu qu'ils gagnent, ces hommes économisent encore, sacrifient plaisirs et santé, confinés dans des ghettos où la douleur de l'exil ajoute aux malheurs de leur condition, pour sauver les leurs condamnés à mourir de faim dans les campagnes exténuées d'Algérie.

Oh ! je simplifie et j'enfle la voix au lieu de parler chiffres et bilans. C'est que tout est plus simple qu'on ne le dit. A-t-on assez chanté qu'il n'y avait point de problème politique en Algérie, mais seulement un problème économique, qu'on avoue insoluble par ailleurs. La France n'abandonnera pas l'Algérie, dit-on, son devoir, la dette de sang qu'elle a contractée, l'honneur et l'intérêt saharien lui font une obligation de la garder. Ses délégués à la conduite des affaires algériennes, seuls responsables de la situation désespérée où l'Algérie et la France sont parvenues, sont disqualifiés sans recours. Le

devoir que la France prétend assumer comme une mission, eh bien, le peuple algérien l'en tient quitte. Qu'elle rende ses comptes de tutelle à un peuple désormais majeur.

*Témoignage chrétien, 8-11-1957*

### Jean El Mouhoub Amrouche

*Né en 1906 à Ighil Ali, en Algérie, dans une famille kabyle de la vallée de la Soummam, Jean El Mouhoub Amrouche a passé sa jeunesse à Tunis. Sa famille s'est convertie au catholicisme et a adopté la langue française, langue qui sera celle du poète. Après des études supérieures en France, il est professeur de Lettres dans divers lycées de Tunisie et d'Algérie. Au milieu des années 1930, il publie ses premiers poèmes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il rencontre André Gide à Tunis et rejoint les milieux gaullistes à Alger. Il réalise des émissions littéraires à la radio, à Tunis, Alger puis Paris (entre 1944 et 1958) et s'entretient avec les grandes figures de la littérature et de la philosophie de son temps (François Mauriac, André Gide, Paul Claudel, Giuseppe Ungaretti...). Militant de l'indépendance algérienne, il participe le 27 janvier 1956 à Paris au meeting organisé par le comité des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Algérie. En raison de ses positions, le dialogue est rompu avec Albert Camus qui le traite de « dangereux sophiste ». Il est chassé de Radio France par Michel Debré alors qu'il sert d'intermédiaire entre les instances du F.L.N. et le général de Gaulle dont il est un interlocuteur privilégié. Il continue son activité à la radio suisse de 1958 à 1961. Jean El Mouhoub Amrouche est mort en 1962, quelques semaines avant les accords d'Évian. Kabyle, Algérien, chrétien, Français... le poète nourrit toute son oeuvre de la quête mystique d'une fusion entre les deux cultures qui fondent son être. Il y exprime la déchirure de l'exil. Parmi ses oeuvres, citons Cendres (poèmes écrits en 1928-1934), Étoile secrète (1937), Chants berbères de Kabylie (1939).*

### Germaine Tillon

*L'ethnologue Germaine Tillon (1907-2008), engagée dans la Résistance et déportée en 1943, a connu avant guerre l'Algérie lors de séjours d'étude dans le cadre de sa thèse. Fin 1954, elle retourne dans le pays pour analyser la situation. Elle y dénonce la « clochardisation de la population algérienne », met en place des Centres sociaux éducatifs, rencontre des dirigeants, se bat pour faire cesser les hostilités, pour trouver une alternative à la guerre. Jean Amrouche lui reproche de ne pas s'être prononcée pour l'Indépendance.*

## C- Logements : hôtels meublés, bidonvilles, foyers...

### La Trahison

#### Le roman d'une porteuse de valises du FLN

Heidi Seray

À l'âge de vingt et un ans, Yasmine, émigrée de Suisse à Paris pour y suivre des études de langues orientales, décide d'être fidèle à ses convictions et s'engage comme porteuse de valises pour le FLN. C'est l'année 1957. La première phase de cet engagement consiste en une initiation aux méthodes de l'organisation clandestine et une familiarisation avec le milieu des immigrés algériens en France. C'est Mounir qui est chargé d'emmener Yasmine visiter les ouvriers dans leurs quartiers.

Je montais et descendais ainsi les nombreuses petites ruelles du XX<sup>e</sup> arrondissement, toutes semblables à celle où j'avais fait la rencontre de Mounir il y a quelques jours seulement. Que tout me

parut si loin déjà ! De petit hôtel grisâtre en petit hôtel noirâtre, c'était là des ghettos de célibataires ou, du moins, d'hommes seuls : peu de femmes, pas d'enfants du tout. Des chambres qui étaient toutes situées pareillement, au fond d'une cour, de plain-pied ou en haut d'un escalier étroit, faiblement éclairé par l'unique ampoule qui pendait au bout du fil, actionné par une minuterie qui s'éteignait dès que l'on s'engageait sur les marches grinçantes et qui, même si on réactionnait le bouton, ne vous laissait jamais le temps d'atteindre le palier. Le sol des paliers était toujours fait de carrelages, la plupart du temps en mauvais état. C'était sur le palier que se trouvait le seul poste d'eau de chaque étage ainsi que, dans le meilleur des cas, les W.C. Dans le pire, ces derniers se trouvaient dans la cour, alors que la solution de confort intermédiaire consistait à les placer dans le tournant de l'escalier, exactement entre deux étages, desservant ainsi à la fois le palier de dessus et celui de dessous. Le mobilier de toutes ces chambres, au fond de toutes ces cours, était également tristement semblable : un lit en fer qui occupait prétentieusement près de la moitié de l'espace vital disponible, une armoire qui parfois poussait le luxe jusqu'à arborer de vraies portes – en règle générale de simples rideaux jouaient ce rôle. Il y avait encore une petite table sur laquelle était posé un bac pour se laver, puis une chaise, remarquablement assortie à la table par le fait qu'une jambe au moins des deux pièces de ce mobilier nécessitait d'être soutenue par un bout de bois, une pièce de monnaie ou encore un cendrier. La couleur des murs et du carrelage des sols ne méritait qu'un qualificatif : indéfinissable.

C'était ainsi, du Père-Lachaise à Belleville, d'un côté et de l'autre des boulevards, du XI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup>, du XVIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> arrondissements de la Ville Lumière. Ce n'était guère différent à Clichy où les visites continuaient les jours suivants. Le même décor sinistre, mais aggravé par le fait que c'étaient là des ghettos familiaux. Des femmes et de nombreux enfants vivaient entassés dans de petites pièces alignées au fond des cours, semblables à des étables.

Pierre-Marcel Favre, 1984

*« Heidi Seray est née près de Saint-Gall (Suisse). Elle y fait des études secondaires et quitte sa famille pour Paris. [...] Elle gagne sa vie comme interprète dans un organisme professionnel français tout en suivant des cours de langue et civilisations arabes. L'auteur découvre la guerre d'Algérie à travers ses manifestations quotidiennes en métropole : rafles, attentats, arrestations, mobilisations générales des médias, manifestations monstres dans la rue. Elle participera d'une certaine manière à ces événements. Par la suite, Heidi Seray vit à Alger, de 1962 à 1964, où elle assiste aux convulsions qui secouent le nouvel État. Elle se marie en Algérie et vient s'installer à Genève. L'auteur est traductrice au service juridique d'une organisation inter-nationale et consacre le reste de son temps à ses passions, l'écriture et l'étude de l'histoire des civilisations et des grandes doctrines. » (présentation de l'éditeur)*

## **Vivre au paradis D'une oasis à un bidonville**

Brahim Benaïcha

« Né en 1952 dans l'oasis de Guémar, au cœur du désert du sud-est algérien, Brahim Benaïcha rêvait du paradis que devait être la France, pays « où on se lavait avec du parfum et où il y avait de beaux camions ». Rêve enfantin confronté en 1960 à la réalité du bidonville de Nanterre. » (présentation de l'éditeur) À cette date, le père de l'auteur fait venir sa famille en France et guide femme et enfants jusqu'au bidonville de Nanterre.

Au 102 rue des Pâquerettes, mon père nous dit : « On est presque arrivés. »

Devant nous se dressent d'étranges habitations lacustres. Elles n'ont aucune forme particulière. Si, dans la cité, les maisons semblent respecter un ordre, ici, c'est le désordre. Nous restons là, bouche bée. Qu'est-ce que cela peut être ? Ce sont des baraques, trempées jusqu'aux clous dans l'eau et la boue. De nombreuses cheminées crachent leur fumée comme un terrible cri de détresse. D'un pas hésitant, on s'engouffre dans une étroite allée. Des planches sont disposées çà et là pour marcher sans salir ses chaussures. Hélas, ces planches du salut ne sont que des leurres. Dès qu'on y pose le pied, il disparaît dans la boue. J'aurais aimé qu'il disparaisse dans le sable, mais au paradis on n'a pas le choix. Nous parcourons quelques mètres dans ce marécage artificiel, puis mon père nous arrête devant une étrange demeure et dit : « Voilà, nous sommes chez nous ! » Étrange affirmation, reçue sans enthousiasme. Ma mère, mes frères et moi restons là, figés devant ces planches pourries tenues par des morceaux de ferraille et des clous rouillés.

Devant nous s'étend un véritable marécage de boue parsemé d'ordures. Des madriers, des morceaux de bois et des carreaux de plâtre pourris semblent y marquer la décomposition d'une civilisation perdue. « Ce n'est pas possible, ce n'est pas chez nous », dit ma mère. Mais pourtant si, c'est là notre maison, celle dont on a si souvent rêvé. [...] Mouillés et déçus, nous entrons dans la baraque.

Heureusement, un poêle a été allumé par le neveu de mon père. En me voyant, il se met à rire et me dit : « Il n'y a pas de sable ici ! » Je fronce les sourcils et je me réfugie dans un coin. Il se dirige vers moi et se met à déboutonner mon manteau, retire mes chaussures et me fait asseoir près du poêle. En mimant les gestes, il me montre comment on se réchauffe. J'hésite un instant, mais une chaleur douce me lèche le visage et aussitôt je tends vers le poêle mes mains comme lui. D'un air malicieux, il m'observe, tout à coup je sursaute, il me dit : « N'aie pas peur, c'est un renvoi d'air produit par le vent. » Je n'ai rien compris à l'explication, mais je suis rassuré et je reviens à ma place. Près du poêle se trouve un gros seau de charbon. Ces morceaux ont une forme bizarre, tous identiques ; j'en saisis un, mais quand je le redépose, je m'aperçois qu'il m'a laissé sa trace sur les doigts. Nous avons du mal à respirer dans ce lieu. Une odeur de fumée et de charbon envahit narines et poumons. Nous qui sommes habitués à l'air sain, sec et pur du désert, nous voilà faits comme des rats, enfumés entre quatre planches. Tout est humide, aucune lumière ne pénètre dans cet endroit qui ressemble à une cellule de prison. La baraque où nous allons habiter est une ancienne épicerie. Ce qui explique sa forme carrée. Son toit est fait de tôles assez bien alignées si on les compare aux autres baraques. Les murs sont constitués de carreaux de plâtre, très fragiles. Le temps et les intempéries les usent comme l'on use une mauvaise semelle. Nous avons aussi une petite baraque où mes parents se sont installés. Dans la cour, dans une roulotte, habite Ali, le neveu de mon père. La grande cellule nous sert à la fois de chambre à coucher et de cuisine. Des deux côtés de la pièce, deux paires de lits sont collées contre les murs. Une vieille armoire meuble le troisième côté de la baraque à l'endroit le plus bas. Le sol est légèrement en pente. En face de la vieille armoire, montée d'une glace, se trouve une drôle de table en forme de demi-cercle, sur laquelle se trouve un réchaud à butane semblable à celui qu'on avait à Guémar, à part que les boutons d'allumage sont inversés. Nos meubles se limitent donc à une armoire et à une table.

Il ne reste plus qu'un peu d'espace pour jouer, pour manger ; il est encombré de quelques chaises qui vraiment n'ont rien à faire dans cet endroit désolant. Le sol est fait en ciment de mauvaise qualité, qui devient boueux au contact de l'eau. Une flaque d'eau au pas de la porte attire mon attention. L'eau vient de l'extérieur et pénètre par-dessous la porte à l'intérieur de la baraque. Il faut donc ouvrir grand la porte pour évacuer l'eau à l'aide de la pelle à charbon. Toute la pièce est refroidie, on se met à grelotter et l'eau à nouveau envahit la baraque. À nous de rester vigilants pour ne pas être inondés.

Desclée de Brouwer, coll. « Habiter », 1992

*Brahim Benaïcha est expert comptable, commissaire aux Comptes et professeur de judo.*

## **Bidonvilles de Nanterre (1957-1963)**

Jean Pottier

Le photo journaliste Jean Pottier a cédé ses archives photographiques à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC). Sur son site, [pottier.jean@free.fr](mailto:pottier.jean@free.fr), il présente ses photographies des bidonvilles de Nanterre.

### **Bidonvilles de Nanterre (1957-1963)**

En 1956, j'ai découvert le bidonville de la rue de la Garenne en passant souvent en vélo dans cette rue. Je voyais des baraques en tôle, en bois, protégées par de la toile goudronnée, des roulottes usagées, des bâtiments en parpaings. Les enfants jouaient dans cet univers, ils s'approprièrent les terrains, couraient, inventaient des histoires, des jeux. Les adultes s'occupaient aux affaires quotidiennes, ils allaient chercher de l'eau à l'unique fontaine dans un grand bidon de lait de 50 litres posé sur une remorque, souvent ils aménageaient leur logement, réparaient le toit.

Mes premières photos : un homme lavait son linge près d'une roulotte. Je lui ai demandé si je pouvais le photographier, il a accepté. Un peu plus loin, une famille portugaise ; la mère de famille mettait un bonnet à son fils, le grand père les regardait. Ils avaient écrit en grand leur nom de famille sur une planche clouée sur la cabane ainsi que leur adresse : 186, rue de la Garenne.

Je venais de temps en temps, les habitants étaient accueillants, ils acceptaient que je fasse des photos pour informer sur leurs conditions de vie. J'ai apprécié leur participation, car c'était la guerre d'Algérie, ils pouvaient avoir des craintes à propos de mes photos. En fait, elles montraient les logements pauvres, délabrés, les chemins souvent boueux, c'était aussi des vues générales du bidonville. Mon intention était de montrer des images des Algériens habitant les bidonvilles. Le plus important pour moi, c'étaient les portraits, des hommes, des femmes, des enfants, chez eux, dans leur maison dans la rue, dans leurs activités, dans leur environnement.

Mes photographies témoignent des années que les Algériens de Nanterre ont vécues dans une situation difficile, dans des logements précaires, un environnement dégradé. Les relations humaines chaleureuses semblaient rendre la vie quotidienne plus supportable.

Cette année 2003, quarante-cinq ans plus tard, j'ai rencontré d'anciens habitants du bidonville, ils disent en garder un bon souvenir et racontent certains détails de ce passé en souriant.

## Jean Pottier

*Jean Pottier est né à Courbevoie en 1932. Ingénieur de profession, il débute au bureau de dessins de la Société nationale de Construction Aéronautique du Sud Ouest implantée dans sa ville natale. Ce sont ses collègues qui l'incitent à participer à l'atelier photo créé par le comité d'entreprise. Il continue à photographier « en amateur » à Saint-Nazaire, puis en revenant de son service militaire en 1957, il tente sa chance à Panorama qui cherchait un photographe et y est embauché pour sept ans. Puis, passionné par « les conditions de vie des gens », il décide de travailler en free-lance et part vivre quelques mois seul en Algérie, désireux de connaître le pays nouvellement indépendant où il n'a pas fait la guerre contrairement à bien des hommes de sa génération. De 1957 à 1963, il réalise une série sur le bidonville de la rue de la Garenne à Nanterre, tout en fréquentant à la M.J.C. de Courbevoie un groupe d'initiation politique et sociale.*

Des photographies de Jean Pottier sont présentées dans l'exposition « Vies d'exil »

## **Les foyers de travailleurs nord-africains en banlieue parisienne : une politique de logement social d'exception (1945-1962)**

Fathia Lounici

Fathia Lounici décrit le foyer de travailleurs comme un « lieu de ségrégation et de reproduction du système colonial ». Dans le passage suivant, elle met en lumière le rôle du gérant et expose le système de surveillance qui se met en place pendant la guerre d'Algérie.

### **Le gérant : une figure emblématique**

Les organismes gestionnaires s'efforcent de présenter le foyer comme un lieu convivial, chaleureux à l'image d'un foyer familial où le rôle de chef de famille incombe au gérant. Son bureau se trouve généralement en rez-de-chaussée de l'établissement ou dans ses appartements privés, qui se trouvent eux-mêmes dans l'enceinte même du centre.

L'organisation du foyer lui est totalement dévolue. Outre le fait qu'il soit le représentant de l'organisme gestionnaire, il est le principal, sinon l'unique interlocuteur des locataires et assure le bon fonctionnement de l'établissement. Il reçoit les candidats, attribue les chambres et perçoit les loyers. Il les informe également du règlement intérieur auquel ils doivent se soumettre.

La vie est extrêmement réglementée et contrôlée dans les foyers. Toute une hiérarchie des sanctions existe en fonction des écarts de conduite constatés, allant du simple avertissement jusqu'à l'expulsion du foyer. En cas d'infraction grave, la reconduite en Algérie est prévue et cette pratique tend à se généraliser à partir de l'année 1955.

Le gérant joue le rôle d'intercesseur auprès de son administration en cas de litige notamment, mais également auprès des services publics. Le moindre dysfonctionnement est imputé au gérant dont les responsabilités sont régulièrement soupçonnées d'être négligées [...]

Qu'il s'agisse de foyers d'entreprises ou de foyers publics, le profil-type recherché pour le poste de gérant, est défini en référence aux anciens militaires. Sont particulièrement recherchés ceux qui ont exercé ou vécu en Afrique du Nord. Ces critères de sélection réduisent le champ de recrutement. Si un

grand nombre d'entre eux proviennent effectivement de « la Coloniale », c'est que généralement une connaissance de la langue arabe ou berbère ainsi que des coutumes musulmanes est jugée indispensable pour ce poste. Ainsi, Jean Chirouze, premier gérant du foyer de la rue Roger-Semat à Saint-Denis, est un ancien militaire des Affaires indigènes . Certains locataires le nomment avec une certaine déférence et à juste titre « capitaine ». Une certaine connaissance de l'Afrique du Nord est considérée comme le ressort d'une bonne entente entre le gérant et les résidents. Le passé militaire de ces directeurs est vivement critiqué par les opposants à ce mode de logement d'exception. Ils sont par ailleurs des premières cibles visées par « les attentats terroristes » dès 1956.

### Un centre sous surveillance

La méfiance des Algériens envers les foyers semble héritée de l'organisation mise en place dans les années 1920 rue Lecomte à Paris, caractérisée par la coexistence au sein d'un même immeuble de services de police avec des œuvres d'assistance dont un foyer de logement . Ce mélange des genres s'est attiré les foudres de différents opposants, à commencer par les milieux indépendantistes algériens qui vilipendent ces structures en les décrivant comme des centres de surveillance, espionnés par les services de police. Cette crainte trouve une nouvelle justification avec le déclenchement de la guerre en Algérie, mais elle n'engendre pas pour autant une désaffection vis-à-vis de ces établissements. Au 1er septembre 1960, sur trois des foyers de Saint-Denis et de La Courneuve, seulement 23 places sont libres sur les 755 proposées . Que ces centres soient l'objet d'une attention particulière par les forces de police, cela semble évident. Cependant, une enquête policière faite en novembre 1953 révèle que la police ne peut bénéficier des registres mentionnant l'identité des locataires pour la simple raison que les foyers, gérés par des groupements d'entreprises, n'en possèdent pas contrairement aux hôtels . À partir de 1956, il apparaît nécessaire d'homogénéiser un certain nombre de règlements en métropole afin de mieux cerner la communauté algérienne. Pourtant, il faut attendre le 29 mai 1957 pour qu'un arrêté oblige les centres d'hébergement et les gérants de foyer à tenir un registre . La procédure qu'ils doivent suivre les transforme en agents d'information pour la police qui peut non seulement constituer un fichier à partir de ces informations mais aussi suivre les déplacements des locataires algériens. Les gérants sont dans l'obligation de remettre aux autorités, le jour même de l'entrée au foyer, des fiches sur chaque nouveau locataire. Théoriquement, ces dispositions limitent sérieusement le contrôle policier à l'intérieur des foyers. Puisque le domicile du locataire est sa chambre, toute recherche d'infraction nécessite par conséquent un mandat de perquisition et donc la mise en mouvement de l'appareil judiciaire.

Les gestionnaires craignent tout débordement. C'est cette crainte qui explique que la présence de postes de télévision soit sérieusement remise en cause à la fin des années 1950. Les autorités s'inquiètent des éventuelles conséquences de la diffusion des manifestations se déroulant en Algérie, d'autant que ces émissions drainent une foule inaccoutumée de Nord-Africains dans les foyers.

Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique, 1<sup>er</sup> janvier 2006, mise en ligne 2009 : [chrhc.revues.org/854](http://chrhc.revues.org/854)

*Fathia Lounici est historienne, auteure d'une thèse consacrée à l'histoire de l'immigration algérienne en banlieue nord sous la IV<sup>e</sup> et les débuts de la V<sup>e</sup> république.*

### A- Syndicalisme

#### Élise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

En 1957, Élise Letellier, venue de Bordeaux à Paris, est embauchée chez Citroën où elle découvre le travail à la chaîne, les relations dans le monde ouvrier, la condition des immigrés et le racisme qui sévit, alors que la guerre d'Algérie bat son plein. Elle fait la connaissance d'Arezki, ouvrier algérien engagé dans le FLN et leur relation amoureuse les contraint à la plus grande prudence. Un soir, Lucien propose à sa sœur Élise d'assister à un meeting de la CGT pour la paix en Algérie.

- Camarades, samedi dernier, la famille de Jean Poinot apprenait qu'il venait d'être tué en Algérie. Jean était un jeune travailleur de chez Lavalette et il habitait le quartier. Dans une de ses dernières lettres, il exprimait l'espoir de bientôt rentrer en France.

« En cette douloureuse occasion, les sections syndicales C.G.T., les unions locales du quartier prennent part à la peine de cette famille devant cette jeune vie fauchée par la guerre. »

Nous applaudîmes.

L'orateur toussa et reprit d'une voix plus claire :

- La guerre d'Algérie doit cesser au plus vite !

Tout le monde cria et applaudit très fort.

- Travailleurs du dixième, de votre union dépendent pour une grande part l'établissement de la paix, la réconciliation de nos deux peuples. [...]

Il y eut encore deux discours. Le dernier orateur, ayant détaillé l'auditoire, nous parla sans élever la voix. Il nous dit que le petit nombre de participants ne devait pas nous décourager ; que la mort de ce jeune ouvrier impressionnerait les travailleurs, qu'elle ne serait pas inutile s'ils s'unissaient pour exiger la paix.

Quand nous sortîmes, nous trouvâmes une dizaine de policiers plantés jusqu'en haut de la rue. Nous croyant plus nombreux, les flics cherchaient s'il ne venait personne après nous. Lucien serra quelques mains et nous restâmes à quatre dans la nuit du quai de Jemmapes. Le garçon qui nous accompagnait proposa d'aller boire un verre. Il nous conduisit dans un bar tranquille, il connaissait bien le quartier.

- Sandwiches ?

- Oui.

- Oui.

Enfin, nous allions manger. Personne jusque-là n'avait paru s'en préoccuper. Lucien et son compagnon discutaient ensemble avec une grande animation. On nous apporta des bières mousseuses et le pain arriva peu après.

La bière me rendit loquace.

- Celle-là ! soupira Lucien. Il se tourna vers son voisin : elle a mis vingt-huit ans à se réveiller ; maintenant elle veut aller plus vite que tout le monde.

- Je persiste à m'indigner qu'on n'ait fait aucune allusion aux principales victimes, les Algériens, la population là-bas et les émigrés ici.



- Mais, coupa le garçon, ce qui compte, c'est de secouer les gens. Vous voulez les secouer avec les souffrances des Algériens ? Il faut leur parler de ce qui leur est sensible. Un petit jeune qui tombe en Algérie, ça va faire du bruit ; demain, le même sort les attend, eux ou leur fils, leur frère. La sensibilité parisienne est un phénomène de courte durée. On peut soulever toute la ville pour secourir les clochards si les clochards sont à la mode, on peut aussi la soulever contre une guerre, une injustice, mais la vague retombe vite. Entre deux vagues, il faut laisser aux gens le temps de vivre.

Élise prend la mesure du racisme et de la xénophobie qui règnent en usine.

J'avais depuis longtemps découvert l'hostilité souterraine des ouvriers entre eux. Les Français n'aimaient guère les Algériens, ni les étrangers en général. Ils les accusaient de leur voler leur travail et de ne pas savoir le faire. La peine commune, la sueur commune, les revendications communes, c'était comme disait Lucien, « de la frime », des slogans ; La vérité, c'était le « chacun pour soi ». La plupart apportaient à l'usine leurs rancunes et leurs méfiances. On ne pouvait être pour les ratonnades au-dehors, et pour la fraternité ouvrière quand on entrait dans la cage. Cela éclatait parfois, et chacun se retranchait derrière sa race et sa nationalité pour attaquer ou se défendre. Le délégué syndical s'interposait sans conviction. Un jour qu'il m'avait apporté le timbre et la carte, je lui avais avoué mes étonnements et mes désillusions.

- Il y a eu tant de barbarie entre eux, m'avait-il répondu sans se mouiller.

Lui-même parlait des « crouillats », des « bicots », et leur en voulait de n'avoir pas participé à la grève pour les cinq francs d'augmentation.

Denoël, 1967

Claire Etcherelli

*À son arrivée à Paris depuis Bordeaux, Claire Etcherelli (née en 1934) travaille en usine et découvre le monde ouvrier, la chaîne, les conflits de classe et le racisme envers les immigrés. Cette expérience sociale nourrit quelques années plus tard l'écriture du roman Elise ou la vraie vie, paru en 1967, dont l'analyse politique et sociale fait événement. Elise, l'ouvrière française, et Arezki, l'ouvrier algérien engagé dans le FLN, doivent vivre clandestinement leur amour, tandis que les événements d'Algérie enveniment les relations entre Français et Algériens et que les répressions policières se multiplient. Claire Etcherelli s'est politiquement engagée en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Le succès du roman – il a obtenu le prix Femina – et de son adaptation au cinéma en 1971 par Michel Drach avec Marie-Josée Nat- ont sûrement contribué à changer le regard de beaucoup de Français sur les travailleurs immigrés.*

### **Article du journal communiste « La Vérité »**

17 octobre 1957

Après les attentats contre les syndicalistes

Appel à l'opinion

Le 20 septembre 1957, Ahmed Semmache, militant syndicaliste, dirigeant de la Région parisienne de l'U.S.T.A.<sup>1</sup>, était lâchement assassiné. Il fut l'un des promoteurs de cette Centrale syndicale et avait participé très activement à son congrès de fondation.

Le 24 septembre 1957, Mellouli Saïd, militant de l'U.S.T.A., responsable de la section de cette Union syndicale à la Régie Renault, tombait, à son tour, sous les balles.

Le même jour, Hocine Maroc, militant de l'U.S.T.A., ouvrier métallurgiste aux Usines Panhard, agressé boulevard Saint-Germain, était, à son tour assassiné. Il était le frère de Mohamed Maroc, l'un des plus remarquables leaders du M.N.A.<sup>2</sup>, qui purge actuellement une peine de deux ans d'emprisonnement qui lui a été infligée pour son activité nationaliste.

Cette succession d'attentats s'est produite quelques semaines après l'appel qu'avait lancé Messali Hadj<sup>3</sup> à ses compatriotes pour qu'ils prennent conscience de l'immense préjudice que porte à la cause algérienne l'emploi de pareilles méthodes pour régler les différends politiques entre nationalistes.

Cet appel semblait avoir été largement entendu par les Algériens résidant en France puisque, pendant plus de deux semaines, les règlements de compte avaient presque entièrement cessé.

Après une accalmie que les démocrates français avaient enregistrée avec joie, les attentats ont repris. Ils sont dirigés essentiellement contre les responsables syndicalistes de l'U.S.T.A.

Aux trois attentats que nous avons rappelés, est venu s'en ajouter un quatrième.

Le 7 octobre, dans la matinée, Filali Abdallah, secrétaire général adjoint de l'U.S.T.A., était frappé, rue d'Enghien, de quatre balles dans le dos. Grièvement blessé, il était transporté à l'hôpital.

La personnalité de la victime souligne encore la gravité de l'attentat. Filali Abdallah est l'une des figures marquantes du nationalisme algérien. Compagnon de Messali Hadj depuis 1933, il a participé à toutes les luttes contre le colonialisme. Condamné sous Vichy aux travaux forcés, condamné à mort par contumace en 1945, ayant passé toute une partie de sa vie dans les prisons, aucune épreuve n'a pu venir à bout de son dynamisme et de sa confiance dans un avenir fraternel du peuple français et du peuple algérien libéré du colonialisme.

Devant de pareils attentats, il n'est pas possible de se taire.

Nous ignorons qui a armé le bras des meurtriers, et il est étonnant, en effet, que les récents attentats aient été particulièrement dirigés contre les syndicalistes de l'U.S.T.A. Mais même si ces crimes ont été commis à l'instigation de dirigeants nationalistes, ils n'en demeurent pas moins des crimes.

Il appartient, certes, aux nationalistes algériens de diriger eux-mêmes leur lutte, et nous n'avons jamais prétendu leur donner de conseils. Mais il est une forme de paternalisme aussi pernicieuse que nous rejetons : c'est celle qui consiste à approuver tout ce que font les nationalistes, quels qu'ils soient, même si leurs actes visent à des fins et usent de méthodes anti-démocratiques.

Nous ne pouvons pas ne pas crier notre indignation contre des crimes qui atteignent des hommes aussi valeureux que Filali Abdallah et ses camarades syndicalistes. Il y va de notre conception même de la dignité et de la fraternité humaines.

Au surplus, de tels actes portent un tort immense à la cause algérienne et risquent d'élever un mur d'incompréhension entre les travailleurs français et algériens.

Seuls les ultra-nationalistes peuvent se réjouir de tels actes grâce auxquels sont supprimés des hommes que la répression n'avait pas abattus.

Quant à ceux, militants et organisations, qui ont toujours eu à cœur de lutter contre le colonialisme et de manifester leur sympathie au peuple algérien, il leur importe de crier leur indignation.

Le silence deviendrait complicité.

<sup>1</sup> Union Syndicale des Travailleurs Algériens, fondée en 1956 par le MNA

<sup>2</sup> Mouvement National Algérien, parti messaliste, rival du FLN

<sup>3</sup> Fondateur des premières organisations indépendantistes algériennes : l'Étoile nord-africaine, le PPA (Parti du peuple algérien), le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) puis le MNA.

Retrouvez sa biographie dans le dossier enseignants

## B- Cafés et cabarets orientaux

### La Trahison

Le roman d'une porteuse de valises du FLN

Heidi Seray

À l'âge de vingt et un ans, Yasmine, émigrée de Suisse à Paris pour y suivre des études de langues orientales, décide d'être fidèle à ses convictions et s'engage comme porteuse de valises pour le FLN. C'est l'année 1957. Après la rencontre avec Mourad, responsable d'un réseau et Mounir dont on apprendra plus tard qu'il est membre de l'OS (Organisation spéciale), une phase de familiarisation avec l'organisation se met en place puis les véritables missions commencent. Les militants se retrouvent de temps à autre dans les cafés algériens, comme ce jour de mai 1958 où Yasmine attend sa prochaine mission.

Enfin, un soir ce fut effectivement pour Clichy où dans la rue de Paris je devais remettre une enveloppe au patron d'un café algérien que je connaissais fort bien. C'était un des minables cafés-hôtels où logeaient, se restauraient et se divertissaient ceux que l'on nommait alors les Français musulmans. Celui-là figurait parmi les pires de ceux dont Mounir m'avait fait les honneurs tout au début de mon engagement lorsque, en sa compagnie, j'étais partie à travers Paris et sa banlieue à la découverte des conditions de vie de ses compatriotes en France.

En m'approchant du but de mon voyage, mon cœur se mit à battre. Sur le trottoir, devant la porte d'entrée, nonchalamment appuyé contre celle-ci, une cigarette à la main, se tenait Mohand, compagnon, assistant et garde du corps de Mounir d'après ce que j'avais pu constater au cours des mois passés. Aucun doute, Mounir devait être là.

Je marchai plus vite.

« Mohand ! »

« Yasmine, ça fait longtemps qu'on ne t'a pas vue. » Il m'embrassa puis ajouta : « Mounir est là. »

En poussant la porte, nos regards se croisèrent aussitôt. Il était assis à une table centrale avec plusieurs autres hommes. La petite salle, qui ne comptait guère plus de six ou huit tables rectangulaires pouvant chacune accueillir six personnes, était pleine à cette heure du début de la soirée. De nombreux hommes se tenaient également debout au comptoir, buvant qui un café, qui une limonade et certains d'entre eux jouaient aux dés.

J'allai directement à sa table où je saluai chacun des hommes, que je connaissais pour la plupart de vue, d'une poignée de main. Mounir s'était levé et à ma surprise il m'embrassa, ce que je n'aurais jamais cru possible en présence de tous ces hommes. Il prit une chaise à la table d'à côté et la posa auprès de la sienne.

« Assieds-toi ».

« Je cherche Youssef », répondis-je. Youssef était le patron du café auquel je devais remettre l'enveloppe.

« Il est à la cuisine, mais tu reviens ici, tu manges avec nous. »

Je me rendis à la cuisine où Youssef était justement en train de préparer le repas du soir. C'était un Algérien originaire de la région oranaise, de petite taille, la cinquantaine passée, cheveux et moustache gris, au regard très vif. En France depuis une douzaine d'années déjà, il avait repris ce petit hôtel-restaurant il y a trois ans après avoir travaillé comme maçon, et il l'exploitait avec l'aide de sa compagne française. Je lui remis l'enveloppe puis allai rejoindre Mounir et ses amis dans la salle.

Nous étions serrés à sept ou huit autour de cette table conçue pour seulement six personnes. J'avais pris place de manière à m'approcher le plus possible de Mounir et à éviter le contact physique avec l'homme qui était assis à ma gauche. Ce furent deux heures merveilleuses. Le couscous maison de Youssef sublime comme à l'accoutumée. Je n'ai plus jamais retrouvé cette même saveur par la suite, dans aucun restaurant ni en France ni en Algérie ou ailleurs. Puis l'ambiance, cette ambiance si extraordinairement chaleureuse qui régnait à notre table, la conversation animée bien qu'anodine, tantôt en français, tantôt en arabe ou en kabyle, le tout agrémenté de grands éclats de rire. Puis Mounir, si terriblement proche, qui se pencha vers moi fréquemment pour me traduire l'essentiel de ce qui m'échappait dans la conversation. Je me sentis envahie d'un bonheur aussi total qu'inexplicable.

Mohand avait de temps à autre fait une brève apparition dans la salle, mais était ressorti aussi rapidement à chaque fois. Il se tenait toujours devant la porte vitrée, immanquablement une cigarette à la main.

Nos amis de table prirent graduellement congé. Le restaurant cependant ne désemplassait pas.

Pierre-Marcel Favre, 1984

## **Le Polygone étoilé**

Kateb Yacine

Lakhdar est arrivé d'Alger à Marseille par bateau puis il a remonté la vallée du Rhône, le plus souvent à pied, acceptant pour gagner sa vie tout ce qu'on lui proposait : travaux de terrassement, de ferrailage, de manœuvre, dormant chez l'un chez l'autre, dans des remises ou sur du foin. Le voici à Paris, ouvrier d'usine. À la sortie du travail, il retrouve au café d'autres jeunes immigrés, ainsi qu'une Bretonne dont il a fait la connaissance, et qui vient là accompagnée d'une amie.

Les tables se rapprochaient, la salle se remplissait d'adolescents ébouriffés chantant entre leurs dents les plaintes du douar –ça existe en breton, ce mot, ça veut dire terre.

- Tiens ! Oui, mais c'est pas la même chose...

- Oh non, c'est pas la même chose, mais c'est toujours pareil.

Et les ébouriffés mettaient chacun leur disque, puis reprenaient leurs places autour des égeries ; « à présent, pensait-il, nous nous ressemblons tous, comme des poissons, derrière le bocal froidement familial du vieux Paris cosmopolite, sous les faux printemps d'outre-mer », ou comme s'ils appartenaient à une banquise paradoxale qui transformait leur liberté native inassouvie en une détention glaciale de base flottante, impersonnelle, où ne subsistaient plus que dans les chevelures et sous la peau, intenses, accumulées, héritées des caravanes d'épices, les odeurs d'huile rance et de poivre éventé, les vieilles sueurs de galériens, et tout d'abord ce rien qui leur manquait, le masque du désert ou l'ombre du turban, leurs visages contrariés ayant déjà perdu plus d'un trait essentiel, tout ce qu'ils ne portaient plus, qui s'accrochait à eux en toiles d'araignée, l'amertume d'un voyage à l'avance entravé, leur transparence de glaçons pleurant sous un soleil malade ou fugitif comme un vieil émigré, comme si l'astre aussi se sentait étranger et cherchait loin de tout, ce rien qu'ils colportaient ou sur quoi ils butaient, loque d'exil jalonnant les Paradis des autres, défroques et triperies, accoutrements grotesques, invraisemblables, humiliants, sur des restes de sang, un semblant d'existence, des travaux dégradants, et la promiscuité de prison, d'hôpital, d'orphelinat ou de caserne.

Seuil, 1966

## Les cabarets orientaux à Paris, des années folles aux années raï

Documentaire de Catherine Guilyardi et Charlotte Roux

Emmanuel Laurentin introduit le sujet de l'émission :

« Ces cabarets s'appelaient le Tam Tam ou encore El Djazaïr, ils étaient installés en plein cœur de la capitale, et tous les grands artistes nés et grandis au Maghreb s'y sont produits depuis les années trente, parce que c'est dans l'exil que la musique populaire du Maghreb a explosé, avec la popularité qui l'accompagnait, se nourrissant en particulier des grands maîtres égyptiens mais également de l'héritage andalou perpétué par des musiciens juifs. C'est cette histoire que va raconter aujourd'hui le documentaire de « La Fabrique de l'Histoire », avec des interviews exclusives, des archives et des chansons des chanteurs et musiciens dont le succès est justement né à Paris, par exemple la jeune Warda, Blond Blond, Line Monty, Kamel Hamadi, Joseph Hagège ou encore Thouraya. »

[...]

**Catherine Guilyardi :** Joseph Hagège est musicien et compositeur. Il arrive en France juste après la Guerre. À 17 ans, il est embauché par Louisa Tounsia, une célèbre chanteuse juive tunisienne, en tournée dans les cabarets du Quartier latin. Quand vous arrivez en 1946 à Paris, vous allez directement travailler dans les cabarets. C'était quoi, un cabaret oriental ?

**Joseph Hagège :** Un cabaret oriental, ça commençait le soir à partir de 8h30-9h. Les gens venaient, mangeaient le couscous, en même temps ils regardaient le spectacle. C'est-à-dire qu'il y a une danseuse, deux danseuses. Quand elle dansait, on lui mettait de l'argent sur le front ou dans la poitrine. C'était pour les musiciens aussi, la chanteuse et les musiciens. Moi, je faisais partie de l'orchestre. Toute la nuit ça n'arrête pas. Quand je rentre à la maison, il fait jour. On jouait pendant qu'ils mangeaient. On s'arrêtait un moment et on reprenait pour aller jusqu'au matin. Quand il y avait une vingtaine de personnes, c'est le maximum, 20-30 personnes. Il y a des Algériens, des Tunisiens, des Marocains, des Égyptiens, des fois, des Syriens, des Libanais. C'étaient plutôt des gens aisés qui venaient manger le couscous. C'est une spécialité spéciale ! Il venait des touristes, des Anglais, des Américains, des Suédois, des Norvégiens, je ne sais pas, toutes les races qui venaient à Paris venaient par curiosité voir ce que c'est le couscous et la musique qu'on entend. Ils venaient et passaient une soirée chez nous.

[...]

**Catherine Guilyardi :** Shéhérazade est embauchée comme danseuse orientale à la fin des années 50. Elle a quitté l'Algérie au bras d'un militaire français, elle n'a pas 20 ans.

**Shéhérazade :** Ça, c'est le cabaret El Djazaïr pendant la Guerre d'Algérie. J'avais 17 ans. J'étais la vedette. On était 25 danseuses.

**Catherine Guilyardi :** En même temps ?

**Shéhérazade :** Oui, toutes les demi-heures, il y en a une. Chacune fait un numéro deux fois. J'allais répéter toutes les après-midi, toute seule, pour savoir danser. Comme j'aimais ça, j'apprenais vite parce que j'allais voir les films arabes et j'imitais la grande danseuse Samia Gamel, Égyptienne. Je dansais exactement comme elle. Eh, oui !

[...]

**Catherine Guilyardi :** Kamel Hamadi, chanteur, compositeur et dramaturge fait partie des jeunes artistes qui commencent à percer dans l'Algérie en guerre quand il s'installe à Paris avec sa femme, la chanteuse Noura. Tous les soirs, il se rend dans les cabarets. Dans un décor des mille et une nuits, ils sont

nombreux à venir écouter ces grands artistes venus d'Afrique du Nord, d'Égypte ou du Liban.[...] Kamel Hamadi rencontre aussi dans les cabarets tous ceux qui vont encourager le développement de cette musique de l'exil. Il y a Mohamed Jamoussi, premier professeur de musique arabe au Conservatoire de Paris, qui forme nombre de musiciens tel Cherif Kheddami, ouvrier le jour artiste la nuit, comme beaucoup d'immigrés de l'époque. Il y a aussi Ahmed Hachlef, le producteur de radio, qui crée le club du disque arabe, dès la fin des années 40. Il est le monsieur catalogue arabe chez Pathé Marconi pendant 30 ans, où il fait signer nombre d'artistes. Il y a aussi Mohamed Iguerbouchen, chef d'orchestre et compositeur de musique arabo-andalouse qui écrit notamment la bande originale de *Pépé le Moko*, un film tourné à Alger dans les années trente. Iguerbouchen ouvre le cabaret El Djazaïr pendant la Deuxième Guerre mondiale avant d'être écarté, accusé comme d'autres artistes français de collaboration. Les influences de ces artistes Maghrébins sont traditionnelles, comme la nouba arabo-andalouse. Elles sont aussi égyptiennes. Farid El Atrache ou la chanteuse Oum Keltoum influencent de nombreux musiciens. Elles sont américaines depuis que les Alliés ont débarqué en Afrique du Nord en 1942. Souvent autodidactes, maîtrisant plusieurs instruments, les artistes nord-africains digèrent toutes ces influences pour en faire une musique originale dans les cabarets parisiens. [...] Les cabarets du Quartier Latin offrent aux artistes maghrébins vitalité artistique et liberté, surtout pour les femmes danseuses ou chanteuses. C'est pour vivre cette vie de la nuit que l'Algérienne Thouraya arrive en 1953 à Paris.

**Thouraya :** J'ai quitté l'Algérie pour être une chanteuse, une grande chanteuse. Moi, j'étais à Constantine, vous savez, les Constantinois, ils sont très, très difficiles, ils n'aiment pas que leurs filles chantent. Je chantais en cachette. Un jour mon père l'a su, oh là là ! C'est la catastrophe et tout ça. À ce moment-là, j'avais une sœur à Tunis. Je suis partie chez ma sœur et après je suis partie à Paris. J'ai travaillé dans le cabaret El Djazaïr. Tous les chanteurs qui sont maintenant connus, des Algériens, des Marocains, des Tunisiens, etc..., c'est grâce au cabaret qu'ils se sont fait un nom. Pour nous, c'est une école parce qu'on n'a pas d'école d'artistes. Nous, on est devenus des artistes grâce au cabaret.

[...]

**Kamel Hamadi :** Oui, avant, il n'y avait pas de producteurs de disque chez nous. Toutes les maisons de disque se trouvaient en France, en Europe. Une grande partie des chanteurs surtout viennent ici pour enregistrer. Mais il y a beaucoup de chanteurs qui sont sortis de l'immigration. C'est des gens qui travaillent à l'usine. C'est des gens qui étaient là et qui ont appris à chanter et à faire de la musique ici. [...] (*À propos des immigrés qui fréquentent les cafés*) À 90%, ils laissent leurs femmes et leurs enfants et ils sont là. Ils habitaient des foyers. Ils étaient 4-5 dans une chambre. Les gens que j'ai connus, que j'ai trouvés ici, ils travaillaient tous. Le matin à 6h, il prend la soupe et va chez Renault travailler. Le samedi et dimanche, il met son petit costume et il est à la recherche d'un petit loisir. Les seuls loisirs qu'il y avait, c'étaient des chanteurs de temps en temps dans des cafés. Alors, quand il va là, le chanteur, à 80%, les sujets des chansons qu'ils entendent, c'est le retour au pays, c'est la beauté du pays, c'est la joie de revoir ses enfants un jour. C'est ça...

**Catherine Guilyardi :** Pendant la Guerre d'Algérie, de 1954 à 1962, ces lieux de loisirs ou de débauche, selon les points de vue, restent ouverts mais ils vivent sous tension. Les musiciens, militants nationalistes ou non, sont souvent contrôlés et arrêtés par la police. Une des manifestations les plus durement réprimées par le préfet, Maurice Papon, se tiendra à deux pas des cabarets, sur le boulevard Saint-Michel, le 17 octobre 1961. Les musiciens subissent aussi les pressions des groupes nationalistes ennemis, le MNA et le FLN.

[...]

Est-ce que vous avez été témoin – vous dites que tous les soirs vous étiez dans les cabarets ou les cafés à écouter de la musique - de scènes où la police est arrivée, a arrêté des gens devant vous ?

**Kamel Hamadi :** Dans les cabarets, je n'ai pas assisté mais dans les cafés oui, parce que la police ne voulait pas de rassemblement : quand il y a beaucoup de monde, il peut y avoir des gens du FLN. Donc,

dès qu'il y a beaucoup de monde, la police s'amène. Puis les chanteurs qui chantaient dans les cafés, ils chantaient des chansons révolutionnaires, mais ils mettent toujours un guetteur. Des fois, on voit un facteur, on croit que c'est un policier, on change de chanson.

**Catherine Guilyardi :** Les chanteurs utilisent des allégories pour évoquer la lutte pour l'indépendance. Akli Yahyaten chantait « El Menfi », le prisonnier, qui devient une sorte d'hymne révolutionnaire. Slimane Azem, lui, compare les colons à des sauterelles qui ravageraient un champ.

**Kamel Hamadi :** Slimane Azem avait un petit café et il chantait avec son banjo pour faire plaisir à sa clientèle. Il a toujours été un chanteur fabuliste et les fables sont mal vues par le gouvernement français parce qu'il chantait des fables. À chaque fable, on lui disait : cela veut dire ça, ça veut dire de Gaulle, ça veut dire ça, etc. Il a eu des problèmes.

**Catherine Guilyardi :** On lui demandait de traduire ses chansons ?

**Kamel Hamadi :** Oui. Quand il a fait « *Efegh aya jrad di tamurt iw* », « Sauterelle, sors de mon pays », on lui disait c'est à la France que vous demandez de sortir de l'Algérie. C'est une fable mais il a eu des problèmes, on lui a interdit ses disques.

**Shéhérazade :** Il y a les rafles, tous les soirs presque, le contrôle. Au cabaret, ils demandent les papiers aux gens.

**Catherine Guilyardi :** Dedans, pendant que vous dansiez ?

**Shéhérazade :** Oui. Oui, oui.

[...]

**Catherine Guilyardi :** Vous, vous êtes arrivée pendant la guerre d'Algérie ?

**Shéhérazade :** Pendant la Guerre d'Algérie. J'en ai souffert parce qu'ils nous demandaient de l'argent.

**Catherine Guilyardi :** Qui est-ce qui vous demandait de l'argent ?

**Shéhérazade :** Le FLN. Il fallait donner. On était obligé. Moi, je payais plus que les autres. Après, ils m'ont obligée à aller ramasser de l'argent chez des gens, pour eux.

**Catherine Guilyardi :** Ils étaient durs avec vous ou ils étaient durs avec tout le monde ?

**Shéhérazade :** Non, parce que moi, ils ont vu mon mari qui venait me chercher. Ils ont vu que mon mari, c'était un Français.

**Catherine Guilyardi :** C'était un officier français aussi, Shéhérazade ?

**Shéhérazade :** Un officier français qui était dans l'armement marine. Voilà, c'est ça.

**Catherine Guilyardi :** Ça a été dur, pour vous, la Guerre d'Algérie dans les cabarets ?

**Shéhérazade :** Très dur !

**Catherine Guilyardi** : Est-ce qu'ils étaient durs aussi parce que vous étiez une danseuse et qu'ils étaient contre ?

**Shéhérazade** : On était danseuse, on n'avait pas le droit de boire avec les Français. Si un Français m'invitait, le lendemain j'étais convoquée.

**Catherine Guilyardi** : Donc, cela vous est arrivé d'être convoquée plusieurs fois, Shéhérazade ?

**Shéhérazade** : Oui.

**Catherine Guilyardi** : Qu'est-ce qui se passait pendant ces convocations ?

**Shéhérazade** : Ils me disent : tu as travaillé avec les Français. Il ne faut pas boire. Il ne faut pas sortir avec eux. J'en ai bavé...

**Catherine Guilyardi** : Moi, j'ai entendu dire qu'il y a des gens du FLN, d'ailleurs, qui voulaient que les cabarets ferment. Ils n'étaient pas d'accord.

**Shéhérazade** : Ce n'est pas vrai. C'est faux. C'est faux, ce n'est pas vrai parce que le patron payait très cher. Il donnait sa part. Le pire, ils ont défilé, boulevard Saint-Michel, et ils m'ont dit que je prenne le drapeau, moi la première. Moi, je tremblais. On nous a arrêtés, heureusement qu'il y avait le policier qui me connaît au cabaret El Djazaïr, ils m'ont relâchée tout de suite. Oui...

**Catherine Guilyardi** : Parce qu'ils vous connaissaient, les policiers ?

**Shéhérazade** : Oui.

**Catherine Guilyardi** : Ils venaient vous voir ?

**Shéhérazade** : Oui, ils venaient au cabaret.

**Catherine Guilyardi** : Ils venaient au cabaret en tant que clients ou ils venaient surveiller ?

**Shéhérazade** : Ils venaient surveiller et ils venaient comme clients.

« La Fabrique de l'Histoire », 25 novembre 2009, Emmanuel Laurentin, France Culture.

Retrouvez l'intégralité de la retranscription du texte de ce documentaire en cliquant sur le lien suivant :

<http://www.fabriquedesens.net/France-Algerie-une-tragedie,313>

Retrouvez les témoignages de Kamel Hamadi et Shéhérazade dans l'exposition « Vies d'exil ». Voir aussi la fiche pédagogique inter-musées MAHJ et CNHI « Musique et musiciens d'Algérie : destins croisés »



## **Slimane Azem, une légende de l'exil**

film de Rachid Méribet

Ce documentaire<sup>1</sup>, très riche en témoignages et en musique, raconte le parcours de Slimane Azem (1918-1983), travailleur kabyle arrivé en France en 1937 et devenu à Paris, par ses chansons, le chantre de sa communauté. Un document précieux sur la condition de l'immigré, le contexte de la guerre d'Algérie, la place, notamment dans les cafés, de la musique et de la chanson, expressions de la nostalgie et garantes de l'identité.

<sup>1</sup> Les Films de la Castagne, 52 mn, 2005

Parmi les œuvres de Slimane Azem, on pourra écouter « L'Algérie, mon beau pays ».

### **L'Algérie, mon beau pays**

Je me rappelle cette nuit d'orage  
Entouré de mon père et de ma mère  
En exil dès mon jeune âge  
J'ai préparé mes affaires  
Pour mon premier voyage  
M'exiler au-delà des mers

Je revois d'ici mon village  
Et tous ceux qui me sont très chers  
Pour moi ce paysage  
Est le préféré de la Terre

L'Algérie, mon beau pays  
Je t'aimerai jusqu'à la mort  
Loin de toi, moi je vieillis  
Rien empêche que je t'adore  
Avec tes sites ensoleillés  
Tes montagnes et tes décors  
Jamais je ne t'oublierai  
Quel que soit mon triste sort

Seul, je me parle à moi-même  
J'ai failli à mon devoir  
J'ai mené une vie de bohème  
Et vécu dans le cauchemar  
Quand je chante ce poème  
Je retrouve tout mon espoir

L'Algérie, mon beau pays  
Je t'aimerai jusqu'à la mort  
Loin de toi, moi je vieillis  
Rien empêche que je t'adore  
Avec tes sites ensoleillés  
Tes montagnes et tes décors  
Jamais je ne t'oublierai  
Quel que soit mon triste sort.

## C- Lieux de contact : l'école

### **Vivre au paradis D'une oasis à un bidonville**

Brahim Benaïcha

À la mi-septembre, j'entre en classe de fin d'études orientées (FEO) à l'école Jules Ferry à Nanterre, sur les hauteurs près de la place de la Boule.

Pour moi, toutes les écoles se ressemblent. Hélas, cette année scolaire sera la plus pénible de toute ma scolarité. Du seul fait que j'habite un bidonville, mes camarades vont avoir un comportement d'exclusion à mon égard. C'est vraiment triste pour des garçons de quatorze ans. Je ne leur en veux pas, ils ont été éduqués ainsi. Je me retrouve avec des élèves qui viennent de tous les horizons. Certains se prennent carrément pour une élite, sous prétexte qu'ils ont le certo. La raison de cette classe, c'est notre préparation à l'entrée dans un collège pour la préparation d'un CAP en trois ans. Comme jusque-là je n'ai jamais souffert ouvertement du fait que j'habite le bidonville, j'essaie tout naturellement de m'intégrer à mes camarades. En toute liberté et sans complexe, je leur parle de chez moi. Aussitôt, ils me rejettent, ils me mettent au piquet de la vie, ils me considèrent comme un être inférieur à eux, ils m'insultent et me lancent des injures. Leur camaraderie m'est refusée parce que j'habite une baraque. Je suis la risée à longueur de journées et m'efforce de me dominer pour ne pas répondre à leurs provocations. J'ai tort d'avance. Ma différence me condamne sans appel. Certains sont prêts à me sauter dessus les poings fermés. Je ne veux pas leur donner l'occasion de se défouler. Je tente d'éviter leurs provocations. Souvent, en sortant de classe, l'un d'eux me bouscule en disant : « Va-t-en, sale bicot, tu pues ! » Sans lui répondre, je me dis eh pauvre con, au moins moi je sens quelque chose alors que toi tu n'es qu'un chien qui aboie et tu n'empêcheras pas la caravane de passer. À plusieurs reprises, j'ai essayé de m'intégrer en m'asseyant près d'eux pour tenter de faire changer leur comportement à mon égard. Mais ils sont toujours aussi obtus. Régulièrement, ils me virent en me disant : « Rentre chez toi, sale bicot ! »

Le seul moment de répit que j'ai dans cette école, c'est lorsque je me trouve aux ateliers de menuiserie et de fer avec MM. Demarez et Patou. Avec eux, je me sens à l'aise et ils me prêtent attention. L'année dernière, ils avaient mon frère Tahar à leurs cours.

Le professeur principal est resté à l'écart jusque-là. Il n'a pas reproché leurs agressions verbales à mes camarades. Je ne sais pas s'il les a remarquées ou s'il a laissé faire. Toujours est-il qu'aujourd'hui nous abordons en classe le problème des bidonvilles à Nanterre. Aussitôt, les élèves me désignent du doigt comme étant le plus habilité à parler du bidonville. Tous les regards se posent sur moi comme sur un sauvage qu'on a capturé en forêt vierge.

Depuis ce jour, le comportement du professeur a totalement changé à mon égard. Être désigné du doigt par les ignorants ne me surprend pas. Mais être mis à l'index par un enseignant, c'est choquant. Un jour, en passant dans les rangées pendant un devoir sur table, il fixe mes chaussures recouvertes de quelques centimètres de boue, puis il me dit : « Ce n'est pas toi qui as inventé l'eau chaude et le savon ! » Ses paroles éclatent dans ma tête comme une bombe. Une sueur froide me coule dans le dos. Je me sens oppressé, humilié. [...]

Dans cette classe d'orientation, les élèves peuvent choisir le débouché qui leur est conseillé. Moi, sous l'autorité paternelle, je choisis la comptabilité. Le jour où nous remplissons les dossiers de candidature pour différents collèges, le maître vient me voir et me dit : « Vous ne savez pas que la comptabilité demande beaucoup de soin et d'application ? » Je reste figé là devant mon dossier comme la lettre « P » qui n'a aucune résonance dans le mot comptabilité. Il cherche à me dissuader de choisir cette voie. Ah ! si je pouvais lui dire ma vérité. Hélas, il n'est pas prêt à l'écouter. Alors, je me tais une fois de plus. Lui en vouloir, me charger de haine, cela ne sert à rien. Passons, la vie n'est qu'évolution.

## D- Violences policières

### Chroniques du bidonville. Nanterre en guerre d'Algérie

Monique Hervo

Brancardière bénévole auprès des déportés de retour des camps de concentration en 1945, Monique Hervo s'engage au Service civil international, une des toutes premières associations humanitaires. Elle atterrit en 1959 à La Folie, surnom donné à l'un des bidonvilles de Nanterre. Là, pendant trois ans, elle consigne, griffonne et observe le quotidien des familles maghrébines – et surtout algériennes, alors de nationalité française – qui s'entassent dans ce qu'elle désigne comme "un enfer". Des zones de non droit absolu, où règne l'arbitraire des exactions commises par des groupes bien définis – les harkis ou les contingents de policiers affectés aux interventions dans les bidonvilles.

1961

#### Nuit du 10 au 11 juin

Déferlement de harkis<sup>1</sup>. Une quinzaine de cars déversent les goumiers sur le bidonville. Un drame affreux éclate chez Roubâ la Déchirée. Parmi la troupe, se trouve le fils aîné. Il connaît tous les habitants. Il sait qui vit dans quelle baraque. Il indique. Il dénonce. Ce gars de dix-neuf ans, harki, dirige un peloton de supplétifs. C'est la stupéfaction. Le choc est considérable. Chacun reconnaît ce jeune qu'il a vu jouer avec ses gamins dans les ruelles sinueuses de La Folie.

Le mari de Roubâ est un militant actif du Front de libération nationale. La quarantaine passée, il est très estimé. Sa femme aussi. Peut-on imaginer le calvaire de Roubâ, écartelée entre son mari et son fils<sup>2</sup> ? Quels déchirements pour les uns et pour les autres !

De 23 heures à 4 heures du matin, les goumiers sont là. Encadrés de policiers français. Font lever tous les enfants qui dorment. Plus de quarante portes de baraques où se terrent femmes, gosses, bébés, sont enfoncées. Lorsque les soldats ne trouvent pas l'entrée, la palissade de la cour est mise en pièces. Ils s'introduisent dans tous les foyers. Mettent à sac les cabanes. Vident en vrac sur le sol le contenu des armoires et cantines. Les couvercles des boîtes de conserve entamées sont rabattus, leurs contenus répandus sur vêtements et coussins... À l'aide de torches électriques, l'intérieur des bidons d'eau est scruté. Des objets fixés au mur, les cadres des photos de parents posant dans une attitude hiératique au côté des ancêtres sont brisés, éclatés, jetés à l'autre bout des pièces. Les poêles allumés, braises soulevées, retirées, étalées. Les berceaux des bambins, même des plus petits, renversés. Matelas et couvertures balancés dans un coin, obligeant les mères à lever tous les nouveau-nés. Chez La'rbî, Kabyles des montagnes du Djurdjura, sept enfants se serrent contre leur père. L'aîné a douze ans. Deux de ses petits frères, pris de frayeur et de tremblements, vont se blottir l'un contre l'autre sur un banc. Ils sont bousculés avec brutalité par les goumiers inspectant le dessous du siège pour voir si aucune arme ne s'y cache. Dans une autre baraque, une femme a allumé une bougie pour donner le biberon à son nourrisson. Les soldats écrasent son unique source de lumière. Des familles entières sont réveillées ; sans que les dormeurs aient le temps de sortir du lit, ils se retrouvent avec une mitraillette pointée sur la tempe. Combien de personnes se sont retrouvées dehors, dans les cours, les ruelles, en pleine nuit, avant de pouvoir revêtir une djellaba ou un manteau ! Les Algériens plaqués contre les parois en bois des cabanes, bras en l'air. Les enfants sont terrorisés. La fouille se poursuit.

Cinq heures durant, les faisceaux lumineux intenses d'énormes projecteurs balaient les chemins. Illuminent comme en plein jour les mille huit cents baraques. Des fusées éclairantes sont lancées au-dessus du bidonville. Les soldats continuent à ratisser La Folie, passant, repassant sans cesse de cabane en cabane. Volent de l'argent, l'argent de la paie. Emportent des jouets. Cassent tout. C'est la première expédition d'une telle envergure se déroulant à la fois dans le quartier des ouvriers

et dans celui où s'abritent les femmes avec leurs gamins. Au cours de cette nuit abominable, de très nombreux hommes sont emmenés. Abd al-Qâdir n'a que le temps de revêtir un pardessus sur son pyjama avant d'être embarqué. Il ne dispose pas de sa dernière fiche de paie, réclamée la veille par la Sécurité sociale. Il est expédié au Centre d'identification de Vincennes. Relâché à l'aube, il est obligé, dans cette tenue, de prendre le métro puis le bus, risquant à tout instant d'être repris, soupçonné de je ne sais quoi... et, au mieux, d'être enfermé dans un camp d'internement.

D'autres fois, c'est la police qui effectue ce genre d'opérations. Projecteurs braqués dans les minuscules ouvertures des baraques faisant office de fenêtres. Patrouilles accompagnées de chiens. Dans la nuit, nous entendons les aboiements des bergers allemands. Leurs souffles haletants. Leurs naseaux renflant les planches des cahutes. Tapis au fond des cabanes, nous demeurons muets. Épiant chaque bruit pour essayer de délimiter l'endroit où circulent les policiers.

<sup>1</sup> « Deux heures du matin. Vacarme épouvantable, cris de douleur au bidonville Dequéant. Les « forces de l'ordre » procédaient, appuyées par des harkis, à des perquisitions et des « représailles ». Appels « Au secours ! » et cris entendus... Des scènes aussi violentes se sont déroulées dans un autre bidonville, rue de la Garenne » (*Éveil de Nanterre*, journal local, 15 juin 1961).

<sup>2</sup> Le fils, le lendemain, fut exécuté par le FLN.

(Notes de Monique Hervo)

Seuil, Coll « L'épreuve des faits, » 2001

## Élise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Dans le roman de Claire Etcherelli, *Élise ou la vraie vie*, paru en 1967, Élise Letellier, jeune femme de Bordeaux qui vivait jusqu'alors une vie austère et confinée auprès de sa grand-mère et de son frère Lucien, arrive à Paris, et se trouve embauchée à l'usine Citroën de la Porte de Choisy. C'est là qu'en 1957 elle découvre la condition ouvrière, la situation des immigrés et la question algérienne. Dans un milieu où règne l'exploitation de la main d'oeuvre et où sévit le racisme, elle noue une relation amoureuse et clandestine avec Arezki dont elle découvrira qu'il est engagé dans le FLN. Après quelques rendez-vous dans des cafés hostiles et des marches dans Paris sur le qui-vive, Arezki se décide à inviter Élise dans sa chambre. Ce devrait être leur première nuit d'amour, une nuit où Élise se donnera à un homme pour la première fois

Un concert fracassant envahit la rue. « Les pompiers », pensais-je. Arezki n'avait pas bougé. Les voitures devaient se suivre, le hurlement s'amplifia, se prolongea sinistrement et s'arrêta sous la fenêtre. Arezki me lâcha. Je venais de comprendre. La police. Je commençai à trembler. Je n'avais pas peur mais je tremblais tout de même. Je n'arrêtais plus de trembler : les sirènes, les freins, le bruit sec des portières et le froid –je le sentais maintenant–, le froid de la chambre. En face, les lumières des chambres s'éteignirent. Je ne savais que faire, sortie si brusquement de ses bras. Il mit d'abord une cigarette dans sa bouche et me tendit mon manteau.

- Tiens, dit-il, évitant de me regarder. Mets-le et rentre chez toi dès que le chemin sera libre.

Je le jetai à l'autre bout de la chambre. Dans l'hôtel, c'était le silence. Quand nous étions montés, un tourne-disque jouait « l'Aïd, l'Aïd ». Tout le temps qu'Arezki me pressait la musique m'avait enveloppée. Maintenant elle s'était arrêtée. Ne nous parvenaient plus que les sifflets et les voix des policiers se répétant des ordres. Ils montaient l'escalier en courant. Leurs pieds lourds cognaient contre les marches. Là, ils atteignaient le palier ; là, ils s'arrêtaient ; là, ils repartaient. Pourquoi Arezki ne voulait-il pas me regarder ? Il fumait. Il avait allumé une cigarette et posé l'allumette noircie au bord de la table. Il fumait, calme en apparence, comme s'il ne comprenait,

n'entendait rien. Avec le poing, ils frappaient aux portes des chambres. Avec le pied aussi, cela se devinait à la force des coups.

-Police !

-Police !

Je ne pouvais parler, me détendre. Dans le noir, immobile, j'écoutais et, par les bruits, je suivais le déroulement de la perquisition comme une aveugle. On sifflait maintenant de l'intérieur de l'hôtel. Quelqu'un cria un ordre et les bruits de pas se précipitèrent. Ils avaient atteint notre étage, et couraient aux issues. Les voix prenaient un son étrange, le silence de l'hôtel les amplifiait. Ils avaient de grosses lampes dont le faisceau pénétrait jusqu'à nous par les jointures usées de la porte. L'un, sans doute à la traîne, arriva en courant.

- À la ratonnade, plaisanta-t-il.

Il y eut des rires.

Le plus angoissant était ce silence. Pas de cris, pas de plaintes, aucun éclat de voix, aucun signe de lutte ; des policiers dans une maison vide. Puis soudain, il y eut un roulement, un autre, un bruit sourd de chute, de dégringolade. Et le silence par là-dessus. Dans la rue, quelqu'un criait.

- Allez, allez, allez !

Je fis un effort, je me mis debout et marchai jusqu'à la fenêtre. Des hommes montaient dans les cars cellulaires. À certains on avait passé les menottes. D'autres, dans la file, brossaient leurs coudes, rajustaient leurs pantalons. La nuit était claire, froide, pure. Le réverbère, près du car, éclairait la scène, les hommes en file dont je ne voyais de la vitre que les crânes allongés, la laine noire des cheveux. « Ô Race à tête de moutons et comme eux conduits à l'abattoir... » Le poème qu'Henri nous avait lu autrefois, lorsque nous attendions la vraie vie. L'un, le dernier de la file, petit, dont les cheveux brillèrent quand il traversa le rond lumineux, ralentit et fouilla dans sa poche. Son nez devait saigner. Il renversait la tête, s'épongeait avec sa manche. Un des policiers l'aperçut, se précipita, saisit aux épaules le petit homme et lui bourrant le dos de coups, le jeta dans la voiture. L'autre manqua la marche, tomba la face sur le pavé. Je me détournai. Je ne bougeai pas tout de suite. Chaque geste me semblait indécent mais je n'en pouvais plus de rester dans ce noir, ce silence, dans cette fumée âcre qui sortait des lèvres d'Arezki, montait, se tordait, se perdait dans les angles. Pourquoi Arezki ne me parlait-il pas ? Il n'avait pas encore bougé. Cette fois, ils frappaient à la porte voisine. Les bizarreries de la construction avaient relégué notre chambre dans un embryon de couloir à droite des cabinets. Il leur fallait les visiter toutes avant d'arriver à notre porte. Mais que faisaient-ils là-dedans ? Et les autres, pourquoi ne se débattaient-ils pas ? ne criaient-ils pas ? J'allais bouger. Je retournerais m'asseoir auprès d'Arezki, je prendrais son bras, je m'y accrocherais. Un cri monta, bref, étouffé. Une galopade vers notre porte. Celui qui se ruait vit-il les issues gardées ? Il sembla piétiner, respirant vite et fort, mais les autres déjà le rattrapaient. J'entendis le choc, les exclamations, les coups, le corps traîné, lancé dans l'escalier, le roulement contre les marches. Une musique éclata « L'Aïd, l'Aïd ». Des claquements de mains, une voix de femme en délire, un bruit d'objet brisé, le tourne-disque sans doute.

C'est à nous. Cela se fit très vite. Arezki alluma, tourna la clé. Ils entrèrent. Ils étaient trois. Quand ils m'aperçurent, ils sifflotèrent.

- Lève les bras, Algérien, Marocain, Tunisien ?

- Algérien.

Ils tâtèrent ses poches, ses manches.

- Tes papiers, ta feuille de paie. La dernière.

- C'est là, dit Arezki, montrant son portefeuille.

- Déshabille-toi.

Arezki hésita. Ils me regardèrent.

- Un peu plus tôt, un peu plus tard, ça sera fait pour tout à l'heure. Vite.

Je ne détournai pas la tête. Je m'appliquai à ne pas bouger, les yeux au-dessus d'Arezki, comme une aveugle qui fixe sans voir. Arezki avait baissé les bras et commençait à retirer son veston. Je ne voulais pas rencontrer son regard, il ne fallait pas que mes yeux quittent le mur au-dessus de sa tête.

- Papiers, Mademoiselle ? Madame ?

Si j'avais pu ne pas trembler. Pour leur donner ces papiers, il me fallait ramasser mon manteau, me baisser, me lever, me relever, autant de gestes douloureux.

- Vous n'avez pas le droit, dit Arezki. Je suis en règle, je n'ai pas d'arme.

- Pas d'histoire, mon frère, déshabille-toi. C'est avec ta paye d'O.S. que tu t'achètes des chemises comme ça ?

C'était la blanche, filetée, celle du boulevard Saint-Michel, je la reconnaissais. Devant la porte qu'ils avaient laissée ouverte, deux autres policiers passèrent. Ils encadraient un homme, menottes aux poignets, qu'un troisième par-derrière poussait du genou.

- Alors et là-dedans ?

Celui qui venait de parler s'appuya contre la porte.

- Il y a une femme, dit le policier qui se trouvait devant Arezki.

L'autre me regarda durement.

- Tu appelles ça des femmes !...

Ils sortirent dans le couloir. Arezki était toujours encadré par les deux policiers tenant leur arme à l'horizontale.

- Quitte la chemise !

Arezki obéit.

- Allons, continue, le pantalon, que je le fouille !

- Vous l'avez fouillé.

- Lève les bras !

En même temps, celui de gauche rapprocha d'Arezki la bouche de son arme. L'autre défit la boucle qui fermait la ceinture et le pantalon glissa. Arezki n'avait plus rien maintenant qu'un slip blanc. Ils rirent à cette vue.

- Ôte-lui ça, il y en a qui planquent des choses dedans !

Tout en parlant il appuyait l'orifice de son arme sur le ventre d'Arezki. L'autre, du bout des doigts tira sur l'élastique et le slip descendit.

- Quand tu es arrivé en France, comment étais-tu habillé ? Tu avais ton turban, non ? Avec des poux dessous ? Tu es bien ici, tu manges, tu te paies de belles chemises, tu plais aux femmes. Tiens, le voilà ton pantalon, et bonne nuit quand même.

Ils sortirent tous ensemble. Je regardai vers la rue où les lumières revenaient peu à peu. La casbah de Paris recommençait à vivre. Je m'attardai à suivre dans le ciel l'écartèlement des nuages. Le plus difficile restait à venir : regarder Arezki.

Denoël, 1967

Dans l'accompagnement pédagogique de l'exposition figure une fiche d'étude littéraire concernant cet extrait.

### A- L'engagement des immigrés algériens

#### Le Couvre-feu d'octobre

Lancelot Hamelin

« Octavio, jeune Français d'Oran, en Algérie, vit une passion avec Judith. Mais l'été 1955, il doit tout quitter pour rejoindre Paris afin d'y suivre des études universitaires. Lasse de l'attendre, se sentant abandonnée, Judith se jette dans les bras du frère aîné d'Octavio et l'épouse. En 1957, le couple débarque à son tour en métropole. Alors qu'Octavio s'engage dans la lutte clandestine aux côtés du FLN, son grand frère, qui est policier, choisit le camp de l'OAS. » (présentation de l'éditeur). Un soir, dans la cave d'un café, Octavio assiste à une réunion de militants.

#### *Réunion clandestine*

Juin 1957

[...] Le motif déclaré de la réunion était de renforcer les sentiments nationalistes des militants. Mais la réunion avait un tout autre but, immédiat et secret.

La France n'était pas encore le fin réseau algérien qu'elle allait devenir quelques années plus tard. Le principal problème que rencontrait le FLN n'était pas l'ennemi colonial, ennemi extérieur, mais l'autre grand mouvement indépendantiste algérien : le MNA de Messali Hadj. Le Mouvement national algérien menaçait de prendre le pouvoir sur certaines fractions de la communauté algérienne.

Encore une fois, la gauche française avait tombé les masques en donnant sa confiance au parti de Messali, plus « démocratique » et véritablement prolétarien, face au FLN « totalitaire », qu'on disait être un amalgame à tendances bourgeoises sous l'influence combinée du Caire et des oulémas... La presse communiste ne tarissait pas de mots pour désigner les « tueurs du FLN » coupables des « tueries entre Algériens »...

C'était l'intérêt des forces coloniales de faire croire à la division du peuple algérien.

[...] Un grand nombre de personnes dans l'assemblée ne comprenait pas la lutte fratricide qui opposait le parti du vieux Messali au parti des jeunes loups de la révolution.

Réconcilier les factions était un des enjeux majeurs de la réunion à ce moment de la lutte, expliquait le DPI<sup>1</sup> de sa voix monocorde...

Le véritable enjeu de la réunion se révélait donc peu à peu : soustraire la communauté à la mystification messaliste... [...]

À un messaliste qui chante les louanges du « père du nationalisme algérien », un frontiste surnommé l'Égyptien répond :

Messali Hadj a eu son temps. Il a eu ses chances. Ça n'a rien donné parce que les Français ne voulaient rien lâcher. Les voies du dialogue sont terminées. Nous n'avons pas le choix. Les Français ne nous ont pas laissé le choix. Ils ont repoussé toutes les propositions des Algériens. Il ne s'agit plus d'argumenter. Oui, vous avez raison, les militants ont souvent dû engager l'action directe. [...] Eh bien, chaque fois, les chefs ont reculé et, au lieu de suivre le mouvement des militants, les pontes ont retenu la base... Comment ne pas avoir été déçu ? Comment s'étonner des scissions violentes

auxquelles nous avons assisté ? Pouvez-vous douter que nous n'ayons pas mis tous nos espoirs dans le grand mouvement nationaliste, et dans l'action du Zaïm<sup>2</sup> ?

[...] Le messaliste reprend la parole et évoque le massacre d'une famille dans un bidonville de Nanterre. L'Égyptien lui répond en racontant le meurtre d'un envoyé du FLN dans une région tenue par le MNA. Le messager devait négocier avec les groupes locaux et ils l'ont égorgé. L'Égyptien explique que la division du mouvement sera la cause d'autres injustices si l'on ne réalise pas l'union... Pourquoi Messali ne s'allie-t-il pas au FLN ? Le MNA recule le moment de lâcher la main, il fait le jeu de la puissance occupante.

<sup>1</sup> délégué presse et information

<sup>2</sup> surnom respectueux de Messali Hadj et qui signifie « le guide »

L'Arpenteur, 2012

*Lancelot Hamelin, né en 1972, est metteur en scène et dramaturge. Le Couvre-feu d'octobre est son premier roman.*

## **C'était en 58 ou en 59...**

Saïd Mahrane

Saïd Mahrane, lorsqu'il était collégien, a interrogé son père sur sa vie d'immigré algérien à Paris pendant la guerre d'indépendance et sur son engagement dans le FLN. Cinquante ans plus tard, le journaliste se lance dans une enquête avant de rédiger ce livre où figure le témoignage paternel.

**C'était en 1958 ou en 1959, il ne savait plus.**

« J'étais jeune, j'avais à peine vingt ans. Je travaillais dans un restaurant de la rue des Gravilliers, dans le III<sup>e</sup> arrondissement, tenu par un gars de chez nous, un Kabyle. [...] J'étais au FLN depuis un an. J'aurais pu ne rien faire, me contenter de payer ma cotisation, passer mes soirées à courir les bars du quartier et à prendre du bon temps, mais j'ai voulu m'engager. De sympathisant, je suis devenu adhérent, puis militant. Je me suis engagé, parce qu'il le fallait. Dans le III<sup>e</sup>, on n'était pas très nombreux, et le FLN avait besoin de bras. J'étais jeune et cette jeunesse devait servir à quelque chose. Et puis, à cet âge, on a toujours des choses à prouver, à soi-même et, surtout, à ses parents. Si je l'ai fait, si je me suis investi à ce point dans l'organisation, c'était pour mon pays, mais aussi pour mon père. »

Dahmane, son chef de cellule, lui confie un jour sa première mission.

« C'était important, ça signifiait que je montais en grade, qu'il ne me considérait plus comme un gamin. Il s'était penché à mon oreille et il m'ordonna de récupérer un colis dans un bistrot kabyle de la rue des Vertus, à deux pas de la rue des Gravilliers. J'étais fier, même si j'avais un peu la trouille. Je n'avais encore jamais fait le « coursier ». En plus, j'ignorais tout du contenu de ce colis : des billets, des explosifs, des armes, des documents ? Mon rôle, jusque là, consistait à surveiller le secteur et à rédiger, de temps en temps, le courrier des militants illettrés qui voulaient donner des nouvelles à leur famille. [...]

Le soir de ma mission, je portais une casquette sur la tête et je m'étais rasé la barbe, comme si je devais me faire beau pour l'occasion. Le patron du café de la rue des Vertus m'attendait derrière son comptoir. Il ne savait rien de moi. On l'avait prévenu qu'un jeune militant, à dix-neuf heures tapantes,



franchirait le seuil de son bar, pour s'accouder au comptoir et commander un café. On donnait des mots de passe pour tout ; là, je n'en avais pas. J'étais à l'heure. Au FLN, il fallait toujours être pile poil à l'heure, jamais en retard et, surtout, jamais en avance, pour ne pas semer le doute auprès de ses contacts. J'ai commandé un café. J'attendais. J'avais prévu qu'on me remettrait le colis en même temps qu'on me rendrait ma monnaie. Mais rien. J'essayais de faire comprendre du regard au patron qui j'étais, que je me foutais de ce café, que l'homme qu'il avait en face de lui était un militant FLN. Il restait là, dans son coin, à bavarder, sans un regard pour moi. Je me suis mis à le boire, ce café. J'ai allumé une cigarette. J'étais accoudé au comptoir depuis cinq minutes quand j'ai commencé à imaginer les pires scénarios. Que fallait-il dire ? Que fallait-il faire ? Rentrer bredouille, sans colis ? Ce rendez-vous était peut-être un piège, le propriétaire peut-être un agent de la préfecture qui attendait l'arrivée des flics ? C'est alors qu'un homme, pas bien grand, avec un nez fort, un large front et une petite moustache, a pénétré dans le bar. À la manière qu'il avait de regarder dans tous les sens, j'ai compris qu'il craignait quelque chose. Il a sorti de sous sa veste une enveloppe en kraft, qu'il a balancée d'un geste de l'autre côté du comptoir. Le patron l'a récupérée d'une main, couverte par un torchon, et me l'a coincée rapidement sous l'aisselle, sans un mot, reprenant son service comme si de rien n'était. C'était maintenant à moi de jouer. L'enveloppe, épaisse, craquait sous mon bras, on la devinait au relief de mon manteau. Elle glissait. Je l'ai coincée entre mon ventre et ma ceinture, c'était plus commode. J'avais cent mètres à faire, autant dire des kilomètres. Arrivé à hauteur de l'école de la rue des Vertus, face à l'entrée de la Cour de Rome, j'ai aperçu trois hommes en noir, des flics, qui stationnaient à l'angle de la rue et contrôlaient tout ce qui ressemblait à un Arabe. Au loin, je les voyais palper les poches de deux frères qui gardaient les bras levés.

Ces policiers avaient l'air de rechercher quelqu'un peut-être le coursier, celui du café. J'ai préféré faire demi-tour. Quand, soudain, j'ai entendu des bruits de pas dans mon dos, de plus en plus proches, cognant très fort sur le pavé, à une cadence de plus en plus rapide. Mon cœur battait très fort. C'étaient eux, les flics, qui me couraient. Le sifflet à la bouche, la matraque à la main. Ce soir-là, j'ai découvert à quel point je courais vite. J'ai enfoncé ma casquette sur ma tête et j'ai ouvert la première porte d'immeuble qui s'offrait à moi. J'ai monté les marches quatre à quatre, dans le noir, les flics aussi. Je glissais sur les tommettes, à chaque palier, et me rattrapais comme je le pouvais. Arrivé au dernier étage, je suis monté sur la rampe et j'ai ouvert une trappe en verre donnant directement sur le toit, un vieux toit de tôle et de tuiles. J'ai slalomé entre les cheminées, sans jamais me retourner, sans jamais me soucier du danger. À bout de souffle, je trouvais la force de réciter des versets du Coran pour me donner du courage. *Bismillah El Rahman El Rahim*, mon Dieu, aide-moi. Je me suis caché derrière un bloc de cheminées. J'avais envie de vomir. Je ne savais pas où j'étais par rapport à la rue des Gravilliers, mon point d'arrivée, ni combien d'immeubles je venais de parcourir. C'était impressionnant, je voyais tout Paris. Je retenais mon souffle pour mieux entendre le pas des policiers. Ils avaient fait demi-tour, trouvant sans doute la cavale un peu trop risquée. »

Calmann-Lévy, 2011

*Saïd Mahrane, né le 30 juillet 1978, est grand reporter au Point depuis 2005.*

## B- Des Français dans la guerre

### Notre Guerre

Francis Jeanson

« Courageusement édité par Jérôme Lindon aux Éditions de Minuit, alors que la guerre sévit en Algérie, *Notre Guerre* de Francis Jeanson est saisi une semaine après sa publication, le 29 juin 1960, pour « provocation à la désobéissance ». Le 7 avril de la même année, un mandat d'arrêt avait été lancé contre l'auteur pour « atteinte à la sûreté de l'État ». Francis Jeanson, chef des « porteurs de valises » ainsi que les baptisera Jean-Paul Sartre, le plus important réseau d'aide aux combattants anticolonialistes, est alors l'un des hommes les plus recherchés de France. » (extrait de la quatrième de couverture)

J'observerai d'abord que personne ne nous a sérieusement reproché d'avoir hébergé des Algériens. On commence à savoir, en France, ce qu'il en coûte d'avoir le faciès nord-africain, même lorsqu'il se trouve qu'on n'est pas réellement algérien... Aussi la grande presse a-t-elle réagi, lors des arrestations de février, de façon plus bienveillante à l'égard des Français et des Françaises qui n'étaient impliqués que sur le plan « hébergement ». Mais elle a aussi manifesté une relative compréhension à l'égard de ceux et de celles que l'on soupçonnait d'être allés plus loin. Je suis sans illusion sur la grande presse et sur les puissances qui la contrôlent : mais je ne puis m'empêcher de penser qu'elle a donné là, sans le vouloir, une étonnante leçon à la presse de gauche. Une fois de plus, en effet, nous avons été critiqués par la gauche, et *c'est au nom de l'Opinion publique que nous l'avons été*. Il n'y a là, bien sûr, rien de très mystérieux : se situant théoriquement dans l'opposition mais ne parvenant pas à s'opposer de façon efficace à la politique gouvernementale, la gauche développe un complexe d'infériorité qui l'incline à se sentir coupable avant même que d'avoir été inculpée ; d'où son autocensure permanente, et sa condamnation de toute initiative qui pourrait lui faire courir le risque d'être mise « hors la loi ». Non seulement la grande presse n'éprouve pas de telles inquiétudes, mais elle est, par nécessité, sensible à « l'événement » (l'accueil que fit récemment *Paris-Presse* au compte-rendu de Georges Arnaud<sup>1</sup> en est un assez bon exemple).

Reste que si vous logez un militant algérien, vous consentez du même coup à toutes les implications de la révolution algérienne. Et ne me dites pas que cet Algérien, à vos yeux, n'est pas un militant : que voulez-vous que soit aujourd'hui un Algérien, sinon un militant de la révolution algérienne ? Que vous le vouliez ou non, *tout se tient*. Ou vous admettez que ce peuple résiste à l'oppression –une oppression poussée jusqu'au génocide- ou vous rejoignez le général de Gaulle, qui ose dire aux tortionnaires : « je vous ai compris. »

Ainsi avons-nous pris en charge, en même temps que l'hébergement d'un certain nombre de responsables algériens, l'argent des collectes algériennes. *Et, par la même occasion, tout ce à quoi cet argent pourrait servir...*

[...]

Vous êtes Français, vous « exigez » que l'armée de votre pays ne poursuive son action que selon des conditions bien définies : ne plus torturer les militants et suspects, ne plus « regrouper » et exterminer les populations algériennes. *Votre exigence demeure lettre morte*. Mais vous n'en persistez pas moins à vous tenir à l'écart des Algériens parce qu'ils emploient, contre ces méthodes que vous condamnez, des moyens que vous désapprouvez... N'avez-vous donc jamais réfléchi aux moyens que, jour après jour, vous fournissez, vous, à l'armée française pour appliquer ses condamnables méthodes ? Car vous continuez de payer vos impôts, de financer cette guerre, et vous vous y livrez vous-mêmes, corps et âmes, ou vous lui sacrifiez vos fils.

Sur le plan civique, sur le plan national, quels sont vos recours ? Le Parlement n'existe plus, la Haute autorité qui vous a pris en main vous méprise : *vous êtes réduits à l'impuissance*. Quel droit vous reste-t-il, vous qui ne pouvez changer rien à rien, de jouer le rôle d'arbitres, de vous instituer

juges et de condamner notre action ? Notre cause n'est sans doute pas toute blanche : mais *la vôtre*, de quelle couleur la voyez-vous ?

Car vous soutenez une cause, -que vous le vouliez ou non. Et les timides paroles que vous prononcez dans un sens n'équilibreront jamais les conséquences pratiques, dans l'autre sens, de votre soumission et de vos abstentions. *Vous êtes du côté des oppresseurs.*

[...]

Oui, nous avons aidé, nous aidons et nous aiderons les Algériens *sur tous les plans*. Leur lutte est indivisible. Cet homme que vous aidez un soir à se soustraire aux poursuites de la police, peut-être ira-t-il le lendemain matin tirer sur un ennemi de la révolution ou faire sauter l'un de ces merveilleux barrages dont s'enorgueillit la grandeur française, et vous serez alors complice de son acte. À vous de dire si vous aimez mieux être complice d'un génocide, d'un crime dont la France elle-même a défini la nature en contresignant une convention internationale, et que vos gouvernants continuent de perpétrer sans la moindre équivoque -en votre nom et grâce à vous.

<sup>1</sup> Il s'agit d'une interview exclusive de Francis Jeanson lors de sa conférence clandestine, et pour laquelle Georges Arnaud sera emprisonné pour « non-dénonciation » d'un militant recherché par la police.

Berg International Éditeurs, coll. « Écritures de l'Histoire », 2001 (première parution aux Éditions de Minuit, 1960).

### Francis Jeanson

*Francis Jeanson est un philosophe né à Bordeaux en 1922 et mort en 2009. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il fuit le Service du travail obligatoire (STO) en s'évadant en Espagne avant de rejoindre les Forces françaises libres d'Afrique du nord en 1943. Il devient reporter pour le journal Alger Républicain en 1945 et côtoie alors Albert Camus. Il rencontre ensuite Jean-Paul Sartre qui lui confie la gérance de la revue Les Temps modernes de 1951 à 1956. C'est dans le numéro 79 de cette publication que Francis Jeanson rédige une violente critique de L'Homme révolté d'Albert Camus, article qui provoquera l'opposition entre Sartre et Camus. Parallèlement, Francis Jeanson dirige la collection « Écrivains de toujours » aux éditions du Seuil, dans laquelle il publie Sartre. Entre les deux hommes, se noue une amitié indéfectible. En 1955, alors que la guerre d'Algérie a débuté, Francis Jeanson écrit avec son épouse Colette, L'Algérie hors-la-loi. Le couple y affirme la légitimité de la lutte engagée par le FLN. L'ouvrage suscite immédiatement de fortes polémiques, y compris à gauche. Son engagement révolutionnaire dans la lutte anticoloniale, pousse Jeanson à créer en octobre 1957 un réseau de militants français soutenant activement le FLN. Ce réseau clandestin est principalement chargé de porter des fonds mais aussi d'apporter un soutien logistique (hébergement, déplacement) aux militants FLN, d'où l'apparition de l'expression « les porteurs de valise ». En 1960, son nouvel ouvrage intitulé « Notre Guerre » est publié aux éditions de Minuit et immédiatement saisi. Il y affirme : « l'aide pratique aux Algériens, ce fut d'abord, pour moi, la seule attitude possible, dans la mesure où les dirigeants de la gauche n'étaient plus que des doctrinaires ». Peu de temps après, le réseau Jeanson est démantelé. Le procès des militants du réseau Jeanson s'ouvre le 5 septembre 1960. En fuite à l'étranger, Francis Jeanson est jugé par contumace et condamné à dix ans de réclusion. Il est amnistié en 1966. Il revient alors en France et, sans oublier ses engagements, se consacre à la philosophie et à l'action culturelle.*

## Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire

Sarah Kaminsky

Sous la plume de sa fille Sarah, Adolfo Kaminsky raconte son engagement politique et son expérience de faussaire sous l'Occupation, dans l'immédiat après-guerre et pendant la guerre d'Algérie. À l'automne 1957, par l'intermédiaire de Marceline Loridan, il est mis en contact avec Francis Jeanson qui l'intègre dans son réseau de soutien au FLN. Traqués par la police, une vingtaine de membres sont arrêtés en février 1960 et le procès du réseau Jeanson s'ouvre le 6 septembre. Adolfo Kaminsky, qui travaille sans relâche dans son laboratoire clandestin, se tient aux aguets.

Juin 1961. Il y a quelques jours, alors que je rentrais chez moi, j'ai aperçu un homme, qui semblait attendre au bas de l'immeuble. Je lui ai trouvé la mine et l'habillement caractéristiques d'un policier. La façon d'attendre, trop naturelle. L'imperméable gris, le regard aiguisé et fourbe d'un renard. J'ai fait demi-tour avant qu'il ne me repère. J'ai marché. Je suis allé boire un café. À mon retour, il était toujours là. Je suis immédiatement reparti. Au Grand Rex se jouait l'adaptation du roman de Françoise Sagan *Aimez-vous Brahms ?* avec Ingrid Bergman, Yves Montand et Anthony Perkins. Je me suis noyé dans la fille d'attente, jusqu'à la salle obscure, pour finalement rentrer beaucoup plus tard. Cette fois, l'homme n'était plus là. Paranoïa ? J'en doute. Après la vague d'arrestations de l'an dernier, aucun détail n'est à prendre à la légère. Presque tous les agents du réseau Jeanson sont sous les verrous. Quant aux autres, ils ont su disparaître quand il était encore temps. Jeanson lui-même, Daniel<sup>1</sup>, son bras droit en charge des filières d'évasion, et quelques autres, « archi-grillés », ont fui munis de faux papiers. Ils ont rejoint le réseau belge de soutien au FLN, et poursuivent l'action de l'extérieur. Depuis, le réseau français fonctionne sous l'égide de l'organisation d'Henri Curiel. Mais en octobre dernier, Curiel, lui aussi capturé par la police, a finalement retrouvé à Fresnes les centaines de militants du FLN qui s'y morfondent. Nous ne sommes plus très nombreux, de l'ancienne organisation, à être encore en place. Si j'ai moi-même échappé aux arrestations, ce n'est pas par miracle. J'ai su imposer, non sans difficulté, qu'on ne défile pas au laboratoire comme dans un moulin. J'ai exigé de n'avoir qu'un seul contact, bien que ce ne soit pas toujours respecté, et je me suis appliqué à rester en retrait de la vie du réseau. Mais cette fois, ça sent vraiment le roussi. Il faut parfois savoir devancer les catastrophes, si je reste ici, l'étau finira par se resserrer autour de moi. L'homme du bas de l'immeuble n'est pas le seul indice. Il est envisageable que des filatures aient mené jusqu'à moi, car lors du procès, je n'ai pas pu empêcher les visites répétées de Roland Dumas, qui défendait les accusés français, ni celles de Francis Jeanson, qui venait, déguisé, alors qu'il était recherché. Sans compter que le tapage médiatique autour du procès, du Manifeste des 121 et de l'arrestation de Georges Arnaud<sup>2</sup>, emprisonné pour avoir réalisé une interview exclusive de Francis Jeanson en cavale, a suscité beaucoup d'émoi et rallié de nombreuses personnes à notre cause. Des nouvelles têtes ont été recrutées, des jeunes, pour succéder aux anciens, et parmi les « nouveaux », cooptés par parrainage, tous n'ont pas eu le temps d'être formés au b-a ba de la vie clandestine. Il y a des informations échangées par téléphone, des mesures de précaution et des codes qui ne sont pas respectés.

<sup>1</sup> de son vrai nom Jacques Vignes

<sup>2</sup> de son vrai nom Henri Girard (1917-1987), écrivain, journaliste et militant politique. En 1957, aux Éditions de Minuit, il signe avec l'avocat Jacques Vergès un manifeste, *Pour Djamilia Bouhired*, combattante du FLN arrêtée, puis torturée et condamnée à mort, avant que sa peine ne soit commuée grâce à la défense de Vergès et au débat contre la torture porté en place publique. En 1960, Georges Arnaud est arrêté pour non-dénonciation de l'endroit où Francis Jeanson, alors en cavale, a donné clandestinement une conférence de presse en faveur de l'indépendance de l'Algérie.

Calmann-Lévy, 2009

*Sarah Kaminsky est née en 1979 à Sidi M'hamed, en Algérie, et vit en France depuis l'âge de trois ans. Aujourd'hui, elle partage son temps entre son métier de comédienne et l'écriture de scénarios.*

Retrouvez le témoignage d'Adolfo Kaminsky dans l'exposition « Vies d'exil »

## Le Manifeste des 121

Le 5 septembre 1960, vingt-trois personnes, dont dix-sept Français et six Algériens, membres du « Réseau Jeanson », comparaissent devant le tribunal militaire de Paris pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat ». Le 6 septembre, d'autres Français et Françaises (universitaires, artistes, écrivains, scientifiques), au nombre de 121, apposent leur signature au bas « d'une déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie ». Le texte, qui devait paraître dans le périodique « Vérité-Liberté » et « les Temps modernes », est censuré. « Le Monde » en signale l'existence dès le 6 septembre et donne la liste complète des signataires le 30 septembre, suscitant de nombreuses réactions.

Un mouvement très important se développe en France, et il est nécessaire que l'opinion française et internationale en soit mieux informée, au moment où le nouveau tournant de la guerre d'Algérie doit nous conduire à voir, non à oublier, la profondeur de la crise qui s'est ouverte il y a six ans.

De plus en plus nombreux, des Français sont poursuivis, emprisonnés, condamnés, pour s'être refusés à participer à cette guerre ou pour être venus en aide aux combattants algériens. Dénaturées par leurs adversaires, mais aussi édulcorées par ceux-là mêmes qui auraient le devoir de les défendre, leurs raisons restent généralement incomprises. Il est pourtant insuffisant de dire que cette résistance aux pouvoirs publics est respectable. Protestation d'hommes atteints dans leur honneur et dans la juste idée qu'ils se font de la vérité, elle a une signification qui dépasse les circonstances dans lesquelles elle s'est affirmée et qu'il importe de ressaisir, quelle que soit l'issue des événements.

Pour les Algériens, la lutte, poursuivie, soit par des moyens militaires, soit par des moyens diplomatiques, ne comporte aucune équivoque. C'est une guerre d'indépendance nationale. Mais, pour les Français, quelle en est la nature ? Ce n'est pas une guerre étrangère. Jamais le territoire de la France n'a été menacé. Il y a plus : elle est menée contre des hommes que l'État affecte de considérer comme Français, mais qui, eux, luttent précisément pour cesser de l'être. Il ne suffirait même pas de dire qu'il s'agit d'une guerre de conquête, guerre impérialiste, accompagnée par surcroît de racisme. Il y a de cela dans toute guerre, et l'équivoque persiste.

En fait, par une décision qui constituait un abus fondamental, l'État a d'abord mobilisé des classes entières de citoyens à seule fin d'accomplir ce qu'il désignait lui-même comme une besogne de police contre une population opprimée, laquelle ne s'est révoltée que par un souci de dignité élémentaire, puisqu'elle exige d'être enfin reconnue comme communauté indépendante.

Ni guerre de conquête, ni guerre de « défense nationale », ni guerre civile, la guerre d'Algérie est peu à peu devenue une action propre à l'armée et à une caste qui refusent de céder devant un soulèvement dont même le pouvoir civil, se rendant compte de l'effondrement général des empires coloniaux, semble prêt à reconnaître le sens.

C'est, aujourd'hui, principalement la volonté de l'armée qui entretient ce combat criminel et absurde, et cette armée, par le rôle politique que plusieurs de ses hauts représentants lui font jouer, agissant parfois ouvertement et violemment en dehors de toute légalité, trahissant les fins que l'ensemble du pays lui confie, compromet et risque de pervertir la nation même, en forçant les citoyens sous ses ordres à se faire les complices d'une action factieuse et avilissante. Faut-il rappeler que, quinze ans après la destruction de l'ordre hitlérien, le militarisme français, par suite des exigences d'une telle guerre, est parvenu à restaurer la torture et à en faire à nouveau comme une institution en Europe ?

C'est dans ces conditions que beaucoup de Français en sont venus à remettre en cause le sens de valeurs et d'obligations traditionnelles. Qu'est-ce que le civisme lorsque, dans certaines circonstances, il devient soumission honteuse ? N'y a-t-il pas des cas où le refus est un devoir sacré, où

la « trahison » signifie le respect courageux du vrai ? Et lorsque, par la volonté de ceux qui l'utilisent comme instrument de domination raciste ou idéologique, l'armée s'affirme en état de révolte ouverte ou latente contre les institutions démocratiques, la révolte contre l'armée ne prend-elle pas un sens nouveau ?

Le cas de conscience s'est trouvé posé dès le début de la guerre. Celle-ci se prolongeant, il est normal que ce cas de conscience se soit résolu concrètement par des actes toujours plus nombreux d'insoumission, de désertion, aussi bien que de protection et d'aide aux combattants algériens. Mouvements libres qui se sont développés en marge de tous les partis officiels, sans leur aide et, à la fin, malgré leur désaveu. Encore une fois, en dehors des cadres et des mots d'ordre préétablis, une résistance est née, par une prise de conscience spontanée, cherchant et inventant des formes d'action et des moyens de lutte en rapport avec une situation nouvelle dont les groupements politiques et les journaux d'opinion se sont entendus, soit par inertie ou timidité doctrinale, soit par préjugés nationalistes ou moraux, à ne pas reconnaître le sens et les exigences véritables.

Les soussignés, considérant que chacun doit se prononcer sur des actes qu'il est désormais impossible de présenter comme des faits divers de l'aventure individuelle ; considérant qu'eux-mêmes, à leur place et selon leurs moyens, ont le devoir d'intervenir, non pas pour donner des conseils aux hommes qui ont à se décider personnellement face à des problèmes aussi graves, mais pour demander à ceux qui les jugent de ne pas se laisser prendre à l'équivoque des mots et des valeurs, déclarent :

- Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien.
- Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français.
- La cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres.

Signataires: Arthur Adamov, Robert Antelme, Georges Auclair, Jean Baby, Hélène Balfet, Marc Barbut, Robert Barrat, Simone de Beauvoir, Jean-Louis Bedouin, Marc Begbeider, Robert Benayoun, Maurice Blanchot, Roger Blin, Arsène Bonnafous-Murat, Geneviève Bonnefoi, Raymond Borde, Jean-Louis Bory, Jacques-Laurent Bost, Pierre Boulez, Vincent Bounoure, André Breton, Guy Cabanel, Georges Condominas, Alain Cuny, Dr Jean Dalsace, Jean Czarniecki, Adrien Dax, Hubert Damisch, Bernard Dort, Jean Douassot, Simone Dreyfus, Marguerite Duras, Yves Elleouet, Dominique Eluard, Charles Estienne, Louis-René des Forêts, Dr Théodore Fraenkel, André Frénaud, Jacques Gernet, Louis Gernet, Edouard Glissant, Anne Guérin, Daniel Guérin, Jacques Howlett, Edouard Jaguer, Pierre Jaouen, Gérard Jarlot, Robert Jaulin, Alain Joubert, Henri Krea, Robert Lagarde, Monique Lange, Claude Lanzmann, Robert Lapoujade, Henri Lefebvre, Gérard Legrand, Michel Leiris, Paul Lévy, Jérôme Lindon, Eric Losfeld, Robert Louzon, Olivier de Magny, Florence Malraux, André Mandouze, Maud Mannoni, Jean Martin, Renée Marcel-Martinet, Jean-Daniel Martinet, Andrée Marty-Capgras, Dionys Mascolo, François Maspero, André Masson, Pierre de Massot, Jean-Jacques Mayoux, Jehan Mayoux, Théodore Monod, Marie Moscovici, Georges Mounin, Maurice Nadeau, Georges Navel, Claude Ollier, Hélène Parmelin, José Pierre, Marcel Péju, André Pieyre de Mandiargues, Edouard Pignon, Bernard Pingaud, Maurice Pons, J.-B. Pontalis, Jean Pouillon, Denise René, Alain Resnais, Jean-Francois Revel, Paul Revel, Alain Robbe-Grillet, Christiane Rochefort, Jacques-Francois Rolland, Alfred Rosmer, Gilbert Rouget, Claude Roy, Marc Saint-Saëns, Nathalie Sarraute, Jean-Paul Sartre, Renée Saurel, Claude Sautet, Jean Schuster, Robert Scipion, Louis Seguin, Geneviève Serreau, Simone Signoret, Jean-Claude Silbermann, Claude Simon, René de Solier, D. de La Souchère, Jean Thiercelin, Dr René Tzanck, Vercors, J.-P. Vernant, Pierre Vidal-Naquet, J.-P. Vielfaure, Claude Viseux, Ylpe, René Zazzo.

## La Trahison

### Le roman d'une porteuse de valises du FLN

Heidi Seray

À l'âge de vingt et un ans, Yasmine, émigrée de Suisse à Paris pour y suivre des études de langues orientales, décide d'être fidèle à ses convictions et s'engage comme porteuse de valises pour le FLN. C'est l'année 1957. Après la rencontre avec Mourad, responsable d'un réseau, et une phase de familiarisation avec l'organisation, les véritables missions commencent.

Les courses qu'on me faisait faire semblaient toujours parfaitement organisées et je réalisai rapidement que je n'étais vraiment rien d'autre qu'un maillon insignifiant d'une chaîne qui paraissait infinie. Si je savais presque toujours ce que j'étais en train de transporter, j'ignorais régulièrement, non seulement la destination finale des objets, mais, tout comme la première fois à Clichy, la manière dont on m'enlèverait les objets que je transportais. Les rendez-vous où je devais prendre livraison des paquets, enveloppes, sacs et autres changeaient également sans cesse, tout comme les emballages et, bien entendu, leur contenu. Une chose était certaine : je devais me tenir prête, 24 heures sur 24 –du moins en dehors de mes cours, car mes amis m'avaient fermement enjoint de continuer comme par le passé afin de n'éveiller aucun soupçon- et je devais laisser un message chaque fois que je sortais pour que mes contacts sachent toujours où m'atteindre.

Mon premier transport d'armes eut lieu en plein jour. J'avais pris rapidement l'habitude de transporter de grosses sommes d'argent et des documents de toutes sortes à travers la ville et la proche banlieue de Paris sans faire montre de la moindre émotion, mais la nervosité qui s'était emparée de moi lors de ma toute première mission à Clichy me saisit de nouveau ce jour-là. Mourad m'avait dit d'aller au marché Mouffetard. Là, à un endroit précis, je devais rencontrer un marchand ambulant de pastèques qui me remettrait quelque chose. Le marchand de pastèques, je n'eus aucune peine à le découvrir à l'endroit indiqué. Je me rendis auprès de lui. De dessous la charrette, il prit un sac à commission en toile solide et me le tendit : « Voici, Madame, votre sac ». Le sac semblait rempli de fruits et légumes, sur le dessus on pouvait voir quelques carottes, des tomates, une épaisse tranche de pastèque. Je pris le sac et partis aussitôt le porter au café du boulevard de Belleville que Mourad m'avait indiqué. J'avais pour mission de le remettre au garçon qui préparait les sandwiches tunisiens à l'entrée. Je ne pouvais évidemment pas m'empêcher, dans un couloir du métro, d'écartier de la main le haut du sac, pour voir ce qui se trouvait dessous. C'étaient des revolvers.

Yasmine rencontre Annette, fiancée de Saïd engagé dans le FLN. Celle-ci lui explique la discipline de l'organisation.

J'appris ainsi qu'Annette travaillait pour le FLN depuis une année et demie, qu'elle avait été agent de liaison d'Abderrahmane, personnage important au sein de la Fédération de France jusqu'à son arrestation. C'était sans doute par suite d'une trahison, mais malgré tout, la police n'avait pas réussi à démanteler le reste du réseau.

C'était encore Annette qui m'apprit les règles très dures de discipline auxquelles étaient soumis les membres de l'organisation. Toutefois, elles ne s'appliquaient dans leur rigueur absolue qu'aux seuls Algériens, les frères et sœurs européens jouissant de certains privilèges. Pour les Algériens, la main lourde du Front régissait leur vie privée et professionnelle : interdiction de s'éloigner du quartier sans autorisation, obligation d'annoncer toute visite, interdiction de changer d'emploi, autorisation nécessaire pour aller au cinéma ou pour rendre visite à un cousin habitant un autre quartier ou se trouvant à l'hôpital, interdiction formelle de changer d'état civil jusqu'à la fin de la lutte –et en 1958 personne ne pouvait la prévoir- interdiction formelle également d'avoir des rapports avec des filles coopérant au sein d'un réseau, sauf autorisation spéciale, et ces autorisations-là dépendaient

directement du supérieur hiérarchique ; autant dire que les mœurs variaient beaucoup d'un réseau à l'autre.

Après les attentats de la fin août 1958 organisés par le FLN, la répression se durcit, notamment à Paris, comme en témoigne Yasmine.

Petit à petit, mon travail devenait plus difficile, c'est-à-dire plus risqué. La démonstration de force du FLN, notamment pendant la nuit des attentats de fin août, mais également son harcèlement constant des forces de police dans la rue, les postes de gendarmerie etc..., l'intensification de la lutte sanglante entre le FLN et son mouvement rival, le MNA –ce dernier bien que sur le déclin contrôlait toujours une partie de l'immigration algérienne et conservait certains fiefs- avaient provoqué une réaction très dure de la part des forces de l'ordre. Plus que par le passé, contrôles d'identité, rafles, arrestations, quadrillages de quartiers devenaient le lot quotidien des Algériens en France. Chacun d'entre eux était devenu un suspect en puissance. Patrouilles aux bouches du métro, à la sortie des cinémas, sur les boulevards, il suffisait alors d'avoir un physique dit nord-africain pour être invité, sans beaucoup de ménagement, à prendre place dans le panier à salade.

On m'avait alors conseillé la plus extrême prudence lors de tous mes déplacements. Ne jamais mettre un pied avant l'autre sans voir de loin, puis à gauche et à droite, et savoir en plus ce qu'il y avait derrière moi. Je n'éprouvai guère de difficultés aussi longtemps que je me trouvais dans des quartiers où il n'y avait pas beaucoup de Nord-Africains [...].

Dans les quartiers typiques par contre, où la plupart de mes missions me conduisaient, il fallait faire confiance aux hommes du FLN auxquels aucun mouvement de policiers, en uniforme ou en civil, n'échappait. Pour la police, le travail était en quelque sorte facilité dans ces endroits puisqu'il leur suffisait de boucler le quartier, puis d'arrêter chacun qui cherchait à y entrer ou à en sortir. Cela leur évitait des descentes en force dans les innombrables petits cafés et hôtels, descentes qui exigeaient beaucoup d'hommes et comportaient certains risques. Donc, si je voyais de loin en approchant de mon but un car de police, ou quelque groupuscule d'hommes, visiblement étrangers au quartier, je m'en retournais aussitôt, avisant mes supérieurs qui prenaient alors la décision soit de m'y envoyer le lendemain soit d'annuler et de prendre d'autres dispositions. Dans le cas où je me trouvais d'ores et déjà à l'intérieur du périmètre et que nos hommes de surveillance nous avertissaient de l'approche de « l'ennemi », je ne pouvais tout simplement pas ressortir et devais passer la nuit sur place. Et c'est ainsi que je me suis trouvée bon nombre de fois l'hôte de l'un ou de l'autre de mes contacts de fortune qui me cédait alors son lit et s'en allait dormir dans la chambre voisine.

Aujourd'hui encore, je garde un souvenir ému des nuits passées près de ces militants simples, illettrés pour la plupart, qui restaient avec moi jusqu'au moment où je décidais que c'était l'heure de dormir, me parlant de leur famille, leur village, leur vie très dure en France, mais de leurs espoirs aussi, puis qui, pendant que je dormais encore, se débrouillaient toujours pour me trouver des tartines de pain frais qu'ils m'apportaient inmanquablement avec une tasse de café chaud avant de partir à leur travail.

Pierre-Marcel Favre, 1984

## **Djamila Boupacha**

Simone de Beauvoir, Gisèle Halimi

Dans la nuit du 10 au 11 février 1960, Djamila Boupacha, son père Abdelaziz et son beau-frère Ahmed Abdelli sont arrêtés à leur domicile d'Alger puis conduits au Centre de tri d'El Biar. Tous trois seront torturés. Transférée à Hussein Dey, Djamila, qu'on accuse d'avoir posé en 1959 une bombe à la brasserie des Facultés d'Alger, subit « le second degré » : tortures à l'électricité, brûlures de cigarettes, supplice de la baignoire et supplice de la bouteille



introduite dans le vagin. Gisèle Halimi devient l'avocate de cette jeune femme de vingt-deux ans et se lance dans une bataille juridique longue et éprouvante qu'elle mène pied à pied contre un système colonial qui couvre par tous les moyens la pratique de la torture. Porter le débat en place publique est indispensable : Simone de Beauvoir, déjà acquise à la cause et auteur d'un article retentissant dans *Le Monde* du 2 juin 1960, intitulé « Pour Djamila Boupacha » devient la directrice du *Comité pour Djamila Boupacha*. Avec Gisèle Halimi, elle co-signe en 1962 le récit détaillé du combat mené devant le tribunal d'Alger, puis en France où Djamila a été transférée grâce à l'acharnement de son avocate. À la fin du livre, on peut lire l'article « *Pour Djamila Boupacha, par Simone de Beauvoir* ».

Pour Djamila Boupacha, par Simone de Beauvoir

[...] Alger a tout mis en œuvre pour entraver sa défense. Le procès ayant d'abord été fixé au 18 mai, M<sup>e</sup> Halimi n'a été autorisée à séjourner à Alger que du 16 au 19 mai. Pour communiquer avec sa cliente, consulter le dossier, préparer sa plaidoirie, elle disposait d'à peine trente heures. Le droit à la défense était si manifestement violé qu'elle a obtenu le renvoi du procès, mais la nouvelle date désignée, le 17 juin, est beaucoup trop rapprochée pour que l'enquête réclamée par Djamila puisse aboutir avant la réunion du tribunal. Permettra-t-on que ses juges utilisent contre l'accusée les aveux que ses tortionnaires lui ont atrocement extorqués ?

Il n'est plus au pouvoir de personne d'effacer les sévices qui lui furent infligés ni ceux que subirent son père et son beau-frère, mais on peut encore enrayer la marche de l'injustice. On peut, on doit reculer le procès jusqu'à ce qu'on ait élucidé les circonstances dans lesquelles Djamila a parlé. Si nos dirigeants ne se décidaient pas à agir en ce sens, ils admettraient ouvertement que la justice n'est plus en Algérie qu'une parodie sinistre, contrairement à leurs déclarations publiques, ils consentiraient à ce que la torture soit systématiquement utilisée comme préalable à l'information judiciaire.

D'autres mesures s'imposent. Le père, le frère, le beau-frère de Djamila sont internés, sa mère reçoit des visites menaçantes de militaires qui brisent chez elle portes et fenêtres ; ils sont en danger ; les témoins cités par Djamila et prêts à déposer en sa faveur risquent de « disparaître » comme tant d'autres ont disparu. Le gouvernement doit assurer efficacement leur protection.

Ce n'est pas tout ; jusqu'ici aucun tortionnaire n'a jamais été inquiété. Les hommes qui interrogèrent Djamila continueront-ils à mener paisiblement leurs atroces activités ? Il est temps de leur prouver que dans cette Algérie qu'ils disent française, ils ne peuvent pas violer impunément les lois de la France. Le vieil Abdelaziz Boupacha, exténué et éperdu, a crié désespérément : « De Gaulle a interdit la torture ! – De Gaulle, répondit le capitaine qui dirigeait les opérations, qu'il fasse la loi chez lui ; ici, c'est nous les maîtres ! »<sup>1</sup>

Si le gouvernement hésitait à sévir, il confirmerait ces arrogantes paroles, il avouerait avoir définitivement renoncé à se faire obéir par des militaires d'Alger, et abandonnerait l'Algérie à l'illégalité, à l'arbitraire, aux caprices sauvages de quelques enragés.

Par cette abdication c'est la France entière qu'il trahirait, c'est chacun de nous, c'est moi, c'est vous. Car, soit que nous les ayons choisis, soit que nous les subissions à contrecœur, nous nous trouvons bon gré mal gré solidaires de ceux qui nous gouvernent. Quand des dirigeants d'un pays acceptent que des crimes se commettent en son nom, tous les citoyens appartiennent à une nation criminelle. Consentirons-nous à ce que ce soit le nôtre ? L'affaire de Djamila Boupacha concerne tous les Français. Si le gouvernement atermoie, c'est à l'opinion de faire pression sur lui, d'exiger impérieusement le renvoi du procès de Djamila, l'aboutissement de l'enquête qu'elle réclame, une sûre protection pour sa famille et ses amis, et pour ses bourreaux les rigueurs de la loi.

<sup>1</sup> Il a employé d'autres termes, trop orduriers pour qu'on les reproduise ici (*Note de S. de Beauvoir*)

Gisèle Halimi

*Gisèle Halimi est née le 27 juillet 1927 à Tunis dans une famille juive traditionnelle. Elle puise dans son passé familial ses convictions féministes. Après des études de droit et de philosophie à Paris, elle entre au barreau de Tunis en 1949 pour y défendre les syndicalistes et indépendantistes tunisiens. En 1956, elle s'inscrit au barreau de Paris pour épouser la cause des militants du FLN, privés en Algérie de leur droit de défense. Elle dénonce sans relâche la torture exercée par les militaires français, même après l'engagement de de Gaulle pour l'arrêt de ces pratiques. Elle défend notamment Djamila Boupacha, accusée d'avoir posé une bombe et soumise à la torture et aux viols lors de ses interrogatoires. Elle rencontre de nombreuses difficultés pour mener à bien son combat et décide donc de médiatiser l'affaire : elle fait appel à Simone de Beauvoir, qui s'engage immédiatement. Gisèle Halimi réussit à délocaliser l'emprisonnement et le procès sur le sol métropolitain. Elle obtient la reconnaissance sur photographies de quelques tortionnaires de Djamila mais n'obtiendra pas plus. 1962 sonne l'indépendance de l'Algérie et l'amnistie généralisée pour les Français et les Algériens : Djamila Boupacha est alors libérée.*

## Une victoire

Jean-Paul Sartre

Henri Alleg, qui vit en Algérie depuis 1939, et dirige le quotidien *Alger Républicain* depuis 1951, est un militant de la cause algérienne. Il entre dans la clandestinité en 1955. Arrêté en 1957 au domicile de son ami Maurice Audin qui mourra sous la torture, lui-même torturé à El-Biar, il est ensuite incarcéré à Barberousse, prison d'Alger, où il écrit *La Question*, remettant clandestinement les pages de son manuscrit à ses avocats. Publié aux Éditions de Minuit en 1958, l'ouvrage est immédiatement censuré. Jean-Paul Sartre, solidaire de la cause algérienne et militant anti-colonialiste, salue la parution de ce témoignage fondamental et en appelle à la conscience des Français.

[...] La nuit de l'abjection est revenue : à El Biar, elle revient toutes les nuits ; en France, c'est la suie de nos cœurs. Justement, une propagande chuchotée nous laisse entendre que « tout le monde parle » : voilà les tortures justifiées par l'ignominie humaine ; puisque chacun de nous est un traître en puissance, le bourreau qui est en chacun aurait tort de se gêner. D'autant que la grandeur de la France l'exige : des voix doucereuses nous l'expliquent chaque jour. Et qu'un bon patriote doit avoir la conscience bonne. Et qu'il faut être défaitiste pour l'avoir mauvaise.

Du coup, la stupeur tourne au désespoir : si le patriotisme doit nous précipiter dans l'abjection, si nul garde-fou, nulle part, n'empêche à nul moment ni les nations, ni l'humanité entière de verser dans l'inhumain, alors, en effet, pourquoi prendrions-nous tant de peine pour devenir ou pour rester des hommes : c'est l'inhumain qui est notre vérité. Mais si rien d'autre n'est vrai, s'il faut terroriser ou mourir de terreur, pourquoi prendrions-nous la peine de vivre et de rester patriotes ?

Ces pensées, on les a mises en nous de force ; obscures et fausses, elles découlent toutes de ce même principe : l'homme est inhumain. Leur but : nous convaincre de notre impuissance. Elles y parviennent, tant qu'on ne les regarde pas en face. Il faut qu'on le sache à l'étranger : notre silence n'est pas un assentiment ; il vient de cauchemars provoqués, entretenus et dirigés. Je le savais déjà, mais j'en attendais depuis longtemps une preuve décisive.

La voici.

Il y a quinze jours environ, un livre paraissait aux Éditions de Minuit : *La Question*. Son auteur, Henri Alleg, détenu, aujourd'hui encore, dans une prison d'Alger, raconte, sans commentaires inutiles, avec une admirable précision, les « interrogatoires » qu'il a subis. Les bourreaux, comme ils le lui avaient promis eux-mêmes, l'ont « soigné » : téléphone de campagne, supplice de l'eau, comme au temps de Brinvilliers, mais avec les perfectionnements techniques qui s'imposent à notre époque, supplice du feu, de la soif, etc. Un livre à déconseiller aux âmes sensibles. Or, la première édition –

vingt mille- est déjà épuisée ; en dépit d'un second tirage fait à la hâte, on ne peut satisfaire à la demande ; certains libraires vendent cinquante à cent exemplaires par jour.

Jusqu'ici, ceux qui osaient porter témoignage, c'étaient des rappelés, des prêtres surtout ; ils avaient vécu au milieu des tortionnaires, leurs frères, nos frères ; des victimes, ils ne connaissaient le plus souvent que les cris, les blessures, les souffrances. Ils nous montraient des sadiques courbés sur des loques de chair. Et qu'est-ce qui nous distinguait de ces sadiques ? Rien, puisque nous nous taisions : notre indignation nous paraissait sincère, mais l'aurions-nous gardée si nous avions vécu là-bas ? N'aurait-elle pas fait place au dégoût universel, à une morne résignation ? Pour ma part, je lisais par devoir, je publiais parfois et je détestais ces récits qui nous mettaient en cause et qui ne laissaient pas un espoir.

Avec *La Question*, tout change : Alleg nous épargne le désespoir et la honte parce que c'est une victime et qui a vaincu la torture. Ce retournement ne va pas sans quelque humour sinistre ; c'est en notre nom qu'on l'a martyrisé et nous, à cause de lui, nous retrouvons enfin un peu de notre fierté : nous sommes fiers qu'il soit français. Les lecteurs s'incarnent en lui passionnément, ils l'accompagnent jusqu'à l'extrême de la souffrance ; avec lui, seuls et nus, ils tiennent le coup. En seraient-ils, en serions-nous capables *pour de vrai* ? C'est une autre affaire. Ce qui compte, c'est que la victime nous délivre en nous faisant découvrir, comme elle le découvre elle-même, que nous avons le pouvoir et le devoir de tout supporter.

Nous nous fascinons sur le gouffre de l'inhumain ; mais il suffit d'un homme, dur et têtue, obstiné à faire son métier d'homme, pour nous arracher au vertige : la « question » n'est pas inhumaine ; c'est tout simplement un crime ignoble et crapuleux, commis par des hommes contre des hommes et que les autres hommes peuvent et doivent réprimer. L'inhumain n'existe nulle part, sauf dans les cauchemars qu'engendre la peur. Et justement le calme courage d'une victime, sa modestie, sa lucidité nous réveillent pour nous démystifier : Alleg vient d'arracher la torture à la nuit qui la couvre. [...]

Article paru dans *L'Express*, n°350, 6 mars 1958. Repris dans *Situations*, V, *colonialisme et néo-colonialisme*, Gallimard, 1964

## Jean-Paul Sartre

*Jean-Paul Sartre est né en 1905 et mort en 1980 à Paris. Auteur prolifique, lorsque éclate la guerre d'Algérie, il est autant connu pour son œuvre, en particulier sa philosophie, l'existentialisme, que pour son engagement. Il a alors déjà livré des écrits philosophiques majeurs comme L'Être et le Néant (1943), L'existentialisme est un humanisme (1945), des textes littéraires remarquables comme son roman La Nausée (1938) et ses pièces de théâtre comme Les Mouches (1943), ou Huis Clos (1944). Dès 1956, Sartre, notamment par l'intermédiaire de la revue Les Temps modernes qu'il a fondée et qu'il dirige alors, prend parti contre le maintien de l'Algérie française, dénonce le colonialisme et soutient le désir d'indépendance du peuple algérien. Le philosophe s'élève contre la torture, revendique le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et présente le déchaînement de violence comme une gangrène, produit de la colonisation. Il est appuyé par de nombreux contributeurs de la revue. Ces prises de position entraînent la censure. Les Temps modernes seront saisis cinq fois entre 1954 et 1962. En 1960, alors qu'éclate la polémique autour des réseaux français de soutien au FLN et le procès Jeanson, il se déclare « porteur de valise » et signe le Manifeste des 121 pour le droit à l'insoumission. Sartre devient une cible pour l'OAS, son appartement est plastiqué deux fois.*

Retrouvez la biographie d'Henri Alleg dans le dossier enseignants

# Les Damnés de la terre

Frantz Fanon

## Guerre coloniale et troubles mentaux

Frantz Fanon en atteste dans son introduction : la colonisation est « une grande pourvoyeuse des hôpitaux psychiatriques » parce qu'elle est « une négation systématisée de l'autre, une décision forcenée de refuser à l'autre tout attribut d'humanité » et « accule le peuple à se poser constamment la question : « Qui suis-je ? » Le psychiatre expose cinq cas cliniques, dont celui d'une fille de tortionnaire.

*Cas n°3. – Attitude névrotique chez une jeune Française dont le père, haut fonctionnaire, est tué dans une embuscade.*

Cette jeune fille de 21 ans, étudiante, me consulte pour de petits phénomènes de type anxieux qui la gênent dans ses études et dans ses relations sociales. Paumes constamment moites, avec des périodes véritablement inquiétantes où l'eau « lui coule des mains ». Oppressions thoraciques accompagnées de migraines nocturnes. Se ronge les ongles. Mais ce qui retient l'attention, c'est surtout la facilité du contact manifestement trop rapide, alors que se sent, sous-jacente, une angoisse importante. La mort de son père, récente pourtant d'après la date, est signalée par la malade avec une telle légèreté que nous orientons rapidement nos investigations sur ses rapports avec son père. L'exposé qui nous est fait, clair, absolument lucide, d'une lucidité qui frise l'insensibilité va révéler, précisément par son rationalisme, le trouble de cette jeune fille, la nature et l'origine de son conflit.

« Mon père était haut fonctionnaire. Il avait sous sa responsabilité une immense région rurale. Dès les événements, il s'est jeté dans la chasse aux Algériens avec une rage forcenée. Il arrivait à ne plus manger du tout, à ne plus dormir tellement ça l'excitait de réprimer la rébellion. J'ai assisté sans rien pouvoir faire à la lente métamorphose de mon père. À la fin, je décidai de ne plus aller le voir, de rester en ville. En effet, chaque fois que je me trouvais à la maison, je restais des nuits éveillée, car venant d'en bas jusqu'à moi, les cris ne cessaient de me gêner : dans la cave et dans les pièces désaffectées, on torturait des Algériens afin d'obtenir des renseignements. Vous ne pouvez vous imaginer ce que cela peut être affreux d'entendre crier ainsi toute la nuit. Des fois, je me demande comment un être humain peut supporter –je ne parle pas de torturer- mais simplement d'entendre crier de souffrance. Et cela durait. À la fin, je ne suis pas revenue à la maison. Les rares fois où mon père venait me voir en ville, je n'arrivais pas à le regarder en face sans être horriblement gênée et effrayée. Cela me devenait de plus en plus difficile de l'embrasser.

« C'est que j'ai habité longtemps au village. J'en connais presque toutes les familles. Les jeunes Algériens de mon âge et moi avons joué ensemble quand nous étions petits. Chaque fois que je venais à la maison, mon père m'apprenait que de nouvelles personnes avaient été arrêtées. À la fin, je n'osais plus marcher dans la rue tellement j'étais sûre de rencontrer partout la haine. Au fond de moi-même, je leur donnais raison à ces Algériens. Si j'étais algérienne, je serais au maquis. »

Un jour, cependant, elle reçoit un télégramme qui lui apprend que son père est grièvement blessé. Elle se rend à l'hôpital et trouve son père dans le coma. Il mourra peu après. C'est au cours d'une mission de reconnaissance avec un détachement militaire que son père a été blessé : la patrouille est tombée dans une embuscade tendue par l'Armée nationale algérienne.

« L'enterrement m'a écoeurée, dit-elle. Tous ces officiels qui venaient pleurer sur la mort de mon père dont « les hautes qualités morales avaient conquis la population indigène » me donnaient la nausée. Tout le monde savait que c'était faux. Personne n'ignorait que mon père avait la haute main sur les centres d'interrogatoire de toute la région. On savait que le nombre de tués sous la torture atteignait dix par jour, et l'on venait réciter des mensonges sur le dévouement, l'abnégation, l'amour de la patrie, etc. Je dois dire que maintenant, les mots pour moi n'ont plus de valeur, pas beaucoup en

tout cas. Je suis rentrée immédiatement à la ville et j'ai fui toutes les autorités. On m'a proposé des subventions mais j'ai refusé. Je ne veux pas de leur argent. C'est le prix du sang versé par mon père. Je travaillerai. »

François Maspéro, 1961

### Frantz Fanon

*Frantz Fanon est un psychiatre et essayiste, né le 20 juillet 1925 à Fort-de-France en Martinique et mort le 6 décembre 1961 aux États-Unis. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, il étudie au lycée Victor Schoelcher de Fort-de-France où il suit les cours d'Aimé Césaire, père de la « négritude ». Il s'engage ensuite, à l'âge de 18 ans, pour combattre le nazisme. Il reçoit la Croix de guerre des mains du colonel Salan (qui fera partie du putsch des généraux à Alger en avril 1961). C'est en s'inspirant de cette première expérience qu'il écrit son ouvrage majeur « Peau noire, masques blancs » publié en 1952. Après avoir suivi des études de médecine et de psychologie, il devient médecin chef à l'hôpital psychiatrique de Blida en Algérie en 1953. Il se penche alors sur les souffrances psychiques causées par le système colonial. Peu après le déclenchement de la Toussaint rouge, il s'engage auprès du FLN et n'hésite pas à soigner des combattants blessés, cacher des soldats et militants du FLN, ou former des infirmiers pour l'ALN. Fin 1956, dans sa lettre de démission adressée au ministre résident Robert Lacoste, il écrit : « l'Arabe, aliéné permanent dans son pays, vit dans un état de dépersonnalisation absolue ». Il est ensuite expulsé d'Algérie. Il rejoint le FLN à Tunis où il fait partie du Service Information et intègre la rédaction de Résistance algérienne et d'El Moudjahid, le journal du FLN. En 1958, il rédige l'essai L'an V de la révolution algérienne, censuré en France. Il participe au congrès panafricain d'Accra en tant qu'ambassadeur du GPRA. Il retourne en Algérie, fin 1960 et participe à la formation de cadres de l'ALN. Il apprend alors qu'il est atteint d'une leucémie. Il écrit Les damnés de la terre, et y légitime la violence révolutionnaire contre l'oppression coloniale. L'ouvrage est préfacé par Jean-Paul Sartre et édité par François Maspéro mais aussitôt interdit pour atteinte à la sûreté de l'État. Malgré les soins prodigués aux États-Unis, il y décède trois mois avant la signature des accords d'Évian, à l'âge de 36 ans. Son corps sera confié à l'ALN pour être inhumé en Algérie, au cimetière des « martyrs » de la guerre près de la frontière algéro-tunisienne.*

## Section 4 – LES MANIFESTATIONS D’OCTOBRE 1961

**17 octobre 1961**

Peuple français, tu as tout vu  
Oui, tout vu de tes propres yeux.  
Tu as vu notre sang couler  
Tu as vu la police  
Assommer les manifestants  
Et les jeter dans la Seine.  
La Seine rougissante  
N’a pas cessé les jours suivants  
De vomir à la face  
Du peuple de la Commune  
Ces corps martyrisés  
Qui rappelaient aux Parisiens  
Leurs propres révolutions  
Leur propre résistance.  
Peuple français, tu as tout vu,  
Oui, tout vu de tes propres yeux,  
Et maintenant vas-tu parler ?  
Et maintenant vas-tu te taire ?

Kateb Yacine

**Gare du Nord**

Abdelkader Djemaï

Bonbon, Bartolo et Zalamite, trois chibanis\* arrivés d’Algérie en France dans les années 50 vivent au « Foyer de l’Espérance », dans le quartier de la Goutte d’Or. Ils se retrouvent souvent au café de la Chope verte, pour partager les petits plaisirs quotidiens, parler de leur vie et du passé. Le massacre du 17 octobre 1961 à Paris continue de les hanter. Bonbon était là.

\* « anciens » en arabe

Ce matin-là, avant de grimper dans l’autobus, Bonbon avait pris soin de plier en quatre un numéro de *France-soir* et de le glisser dans la poche arrière de son pantalon. Il ne savait certes pas lire, n’avait pas la cervelle politique, ni celle d’une fourmi comme aurait dit l’incontournable Bakary, mais il voulait manifester avec ses frères contre le couvre-feu décrété par la préfecture de police quinze jours plus tôt. Cette dernière interdisait aux Français musulmans d’Algérie et aux autres Nord-Africains de circuler entre 20h30 et 5h30 du matin dans les rues de Paris et de la banlieue. Bonbon, se souvenait aussi que les cinémas et les cafés leur étaient fermés dès 19 heures.

Le cortège était également composé de femmes et d’enfants. Il partait de la place de l’Opéra pour atteindre le boulevard Saint-Germain en passant par la place de la République et le quartier Saint-Michel. D’autres rassemblements s’étaient formés dans la capitale.

Les forces de l’ordre étaient partout. Elles se tenaient avec leurs cars et leurs fourgons autour des bouches de métro, aux arrêts de bus, aux carrefours. Comme un mauvais présage, la pluie tombait

dru, grise et glaciale. Bonbon avançait au milieu de la foule qui coulait pacifiquement le long des boulevards où se succédaient les beaux bâtiments et les belles vitrines. Trempé de la tête aux pieds, il se sentait pourtant au chaud, porté par cette foule formidable qui se déployait sur la chaussée. Mais la peur avait, ce 17 octobre, fini par rattraper Bonbon dans ce voyage au cœur de Paris, vécu les yeux grands ouverts, le pas ferme et la bouche sèche. Cette peur lui rappelait celle du grisou dans les galeries de la fosse Lyautey de Noeux-les-Mines dont il redoutait à chaque instant l'effondrement. Avec ses outils et son casque à lampe qui le faisait ressembler à un ver luisant, il y était descendu cinq longues années, le temps, disait-il, de faire tomber sa santé.

L'atmosphère était tendue. Les contrôles d'identité, les perquisitions et les arrestations se multipliaient. Depuis le mois de septembre, des compatriotes avaient été enlevés et torturés. Deux des locataires de « l'Hôtel du Soleil » avaient disparu. On disait qu'ils avaient été assassinés. Pour se défendre, Bonbon n'avait pour seule arme que les pages de *France-Soir*. Il les étalerait sur le sol froid d'une cellule ou d'une cave clandestine s'il était arrêté. Une petite précaution soufflée par un militant de la Fédération de France, chargé de collecter les cotisations dans le quartier et d'encadrer une partie des manifestants.

En approchant de Saint-Michel, Bonbon avait soudain senti que ses chaussures lui serraient les pieds, surtout de gauche. À peine mises, gonflées par la pluie, elles lui brûlaient le talon et l'extrémité du petit orteil. Il n'avait pas de coton, de sparadrap ou de chaussettes plus épaisses pour faire face à ce handicap qui commençait à entraver sa marche. Il eut alors l'idée d'utiliser un morceau de *France-Soir* pour envelopper son pied. Mais, après une centaine de mètres, il fut obligé d'abandonner le cortège et de rejoindre en claudiquant une porte cochère. Le cœur en peine, il regarda s'éloigner les derniers manifestants qui tournaient au coin du boulevard. Assis, les pieds à l'air, il continuait de guetter l'avancée de la foule quand, soudain, une violente clameur s'éleva du côté du fleuve. Ce mardi-là, au milieu des insultes, des hurlements et des coups de matraque sur la tête, des corps qu'il venait de côtoyer furent avalés par les eaux noires et glacées de la Seine.

En souvenir de cette nuit sanglante, Bonbon avait gardé la boîte en carton de couleur sable où il conservait sa vieille carte d'identité, des photos de sa fille, de ses petits-enfants et le livret de famille aux pages jaunies et à l'encre un peu passée.

Seuil, 2003

Abdelkader Djemaï

*Le journaliste et écrivain Abdelkader Djemaï a quarante-cinq ans lorsqu'il quitte l'Algérie pour venir vivre en France où il s'installe en 1993. Outre ses activités journalistiques et littéraires, il anime des ateliers d'écriture, notamment en milieu scolaire ou carcéral. L'Algérie et les Algériens sont présents dans la plupart de ses œuvres, de la tragédie de la guerre d'indépendance à l'histoire de l'immigration et l'auteur en raconte, avec simplicité et sensibilité, les résonances dans le cœur des individus.*

## **La Seine était rouge** **Paris, octobre 1961**

Leïla Sebbar

À la fin des années 1990, Louis, dont les parents se sont engagés en France pendant la Guerre d'Algérie en faveur de l'indépendance, tourne un film sur le 17 octobre 1961. Le roman alterne les rencontres entre le jeune cinéaste, ses amis et leurs familles venues d'Algérie, et des séquences du scénario qui donnent anonymement la parole aux témoins de l'époque.

17 octobre 1961

## Le libraire de la rue Saint-Séverin

### *Extérieur nuit*

Des camarades nous ont avertis. Ils savaient que les Algériens manifesteraient en famille aujourd'hui, dans Paris. Ils disaient que c'était important, après tout ce qui s'était passé ces derniers temps : rafles dans les bidonvilles, descentes dans les cafés arabes, arrestations arbitraires, détention dans des camps, mobilisation de la police parisienne, CRS, gardes mobiles, « calots bleus »<sup>1</sup>, un préfet de police qui avait envoyé des Juifs à la mort... On savait aussi que des règlements de compte politiques avaient lieu dans les quartiers où vivaient des Algériens. François Maspéro<sup>2</sup> n'a pas voulu fermer la librairie, sa librairie La Joie de lire, rue Saint-Séverin, où passaient les militants révolutionnaires, les étudiants du quartier, les intellectuels engagés dans des luttes politiques, solidaires des guerres de libération... la librairie, les clients l'appellent « la librairie Maspéro », c'est comme un salon littéraire et politique, on sait tout ce qui se passe, tout ce qui est important et ce jour-là on a pensé que les Algériens avaient raison de revendiquer la levée du couvre-feu. Les livres qu'on ne trouvait pas dans les autres librairies, les livres interdits, en particulier ceux qui dénonçaient la guerre en Algérie, les massacres, la torture... ces livres on les avait, pas en rayon, mais si on nous les demandait, on les vendait.

On s'est dit qu'avec la pluie, la manifestation ne serait pas un succès. Les organisateurs attendaient des milliers d'Algériens de banlieue avec femmes et enfants. Les flics quadrillaient le quartier comme s'ils s'attendaient à une émeute. Des cars de police stationnaient autour de la fontaine Saint-Michel, dans les rues avoisinantes. On entendait les flics, ils parlaient fort : « Qu'est-ce qu'ils croient, ces bougnoules... Ils sont pas chez eux, ils viennent nous emmerder, la rue elle est pas à eux, ni la ville, la France c'est pas l'Algérie... Et ils viennent avec les fatmas en plus et la smala. Ils parlent de service d'ordre... Le service d'ordre, c'est nous... On en a pas assez descendu, des Fellouzes... si on m'avait écouté, il en resterait plus beaucoup des FLN... là, on va voir ce qu'on va voir... L'Indochine, on pouvait gagner, on a perdu, l'Algérie, on va pas la perdre... »

J'ai vu, et je suis pas le seul témoin, mes collègues, Maspéro aussi, on a vu le déchaînement de haine et de violence, la cruauté de certains flics. Ils frappaient à coups de crosse, avec des matraques, des cravaches, ils frappaient les hommes, les femmes ils ne les ont pas épargnées, les vieillards, ils ont battu un vieux, son turban ne l'a pas protégé, il était dans le caniveau, en sang. Des Algériens ont couru jusqu'au quai, la Seine n'est pas loin, juste derrière ; certains se sont jetés dans le fleuve, d'autres ont basculé par-dessus le pont... La panique. Sûrement au pont Saint-Michel, la Seine était rouge. J'ai pas vu sa couleur. Avec Maspéro, on a secouru des blessés dans la librairie, on a accompagné des Algériens à la pharmacie... je sais pas ce qui s'est passé dans d'autres quartiers de la Capitale, République, Opéra, Étoile... les Grands Boulevards... on le saura demain, dans les journaux, mais j'ai vu des corps autour de la fontaine, des blessés, des enfants perdus qui pleuraient... Le patron du cabaret oriental de la rue de la Huchette, Le Djezaïr, nous a aidés, d'autres Algériens et des Français du quartier aussi. La police a arrêté des centaines d'Algériens. Elle les embarquait dans des cars, pour aller où ?

Thierry Magnier, 1999, 2003

<sup>1</sup> Force de police auxiliaire (FPA) composée de supplétifs algériens, mise en place par Maurice Papon dès 1959 pour contrer les activités nationalistes.

<sup>2</sup> En 1955, François Maspéro ouvre « La joie de lire », librairie qui fermera en 1975, et crée en 1959 les Éditions Maspéro, très engagées à gauche, et qui verront un certain nombre de leurs parutions censurées.

### Leïla Sebbar

*Leïla Sebbar est née en 1943 à Aflou dans l'Algérie coloniale, d'un père algérien, musulman, laïc, et d'une mère française, tous deux instituteurs. Elle est arrivée en France en 1961 pour y étudier la langue et la littérature françaises, d'abord à Aix-en-Provence puis en 1963 à Paris où elle vit toujours. À la fin des années soixante-dix, elle est devenue professeur tout en*



*collaborant à des revues féministes puis a publié ses premiers essais. Elle ne parle pas l'arabe, la langue de son père et du peuple colonisé, elle écrit dans la langue de sa mère, le français. C'est ce sentiment d'altérité qu'elle interroge dans ses œuvres : romans, récits, essais et témoignages. Sans cesse, au fil de ses publications, l'Algérie fait retour.*

## **Le couvre-feu d'octobre**

Lancelot Hamelin

« Octavio, jeune Français d'Oran, en Algérie, vit une passion avec Judith. Mais l'été 1955, il doit tout quitter pour rejoindre Paris afin d'y suivre des études universitaires. Lasse de l'attendre, se sentant abandonnée, Judith se jette dans les bras du frère aîné d'Octavio et l'épouse. En 1957, le couple débarque à son tour en métropole. Alors qu'Octavio s'engage dans la lutte clandestine aux côtés du FLN, son grand frère, qui est policier, choisit le camp de l'OAS. » (présentation de l'éditeur). Le narrateur, contraint de disparaître en raison de la répression, est caché par des militants dans le bidonville de Nanterre. C'est là qu'il vit la journée du 17 octobre 1961

### *Nuit de troubles à Paris*

17 octobre 1961

J'ai la couverture du magazine sous les yeux. *Paris-Match* du 28 octobre 1961. NUIT DE TROUBLES À PARIS. [...]

En couverture, la photographie en noir et blanc : un car, la situation est bien en main, l'ordre rétabli, les fauves en cage, les salades dans les paniers. Contre les vitres de l'autobus réquisitionné, des visages d'Algériens... Visages collés contre la vitre. La couverture, comment on couvre...

Le photographe était un peu en contrebas et l'impression est poignante, l'emprisonnement ne leur enlève pas leur férocité, c'est ça que la photo nous colle sous le nez, la bête de la nuit trouble, la bête qui troublait la nuit parisienne a été domptée, et elle reste pleine de fureur derrière les vitres.

Trois visages émergent, prennent la lumière, blêmes, composent la photo, s'imposent en premier plan, presque contre la vitre, et, comme dans un film, entraînent l'œil dans un mouvement panoramique, de gauche à droite...

On a le premier visage à gauche de la page, contre la reliure : pleine face, un jeune homme au visage triangulaire, animal mais pur, presque beau, la révolte médusée, médusant, le poing crispé, les yeux exorbités de fureur, la bouche entrouverte, montrant les dents en quelque sorte, la mâchoire large, anguleuse et volontaire, une espèce d'imprécation visuelle, heureux qu'on ne l'ait pas laissé en liberté, celui-là...

On a le deuxième visage, au centre, au cœur de la page : de trois quarts, plus calme, un peu dans l'ombre, demi-teinte, haine et colères rentrées, l'air hautain et, comment dire, sournois, il n'en pense pas moins, il garde quoi ? un chien de sa chienne, il n'a pas dit son dernier mot, même derrière la vitre, il attend son heure, il n'est pas rassurant, d'abord, n'a-t-il pas une vraie tête de voyou ? Mais n'a-t-il pas compris qui était son maître ?

On a enfin le troisième visage, vers le bord de la page, du côté où on nous invite à tourner, à soulever la couverture, ouvrir le magazine, entrer dans l'histoire : le visage se retourne vers nous, l'homme est assis dans le sens de la route, vers l'intérieur du magazine, où roule le car, vers un centre de triage où le prisonnier de la photo va recevoir ce qu'il mérite ; le visage de cet homme est plus pitoyable que les deux autres parce que c'est un visage honnête, travailleur, voire bourgeois, un peu rond, sans les angles déplaisants des précédents, et il y a quelque chose de triste dans sa façon de se tourner vers nous, comme contrit, il jette un dernier regard par-dessus son épaule, repentant de nous avoir offensés, nous qui lisons *Paris-Match* ; l'homme, oui, celui-là est un homme, on peut s'entendre avec lui, on pourra s'entendre, s'il entend raison, mais on va lui faire entendre raison, un peu de répression, ça ne lui fera pas de mal, il faut juste lui remettre les idées en place, lui rafraîchir les idées,

le bonhomme, oui, pour le coup, il a une petite moustache qui signifie qu'il n'aspire à rien d'autre qu'un bonheur domestique que la République finira bien par lui donner, si les Algériens veulent bien patienter, si les fauves veulent bien attendre qu'on élargisse leur cage et qu'on leur jette un surplus à consommer...

Pour finir, cette troisième figure a posé la main sur l'accoudoir de devant, comme on lève la main ouverte pour montrer qu'elle est désarmée...

Derrière les vitres embuées se pressent une multitude de corps écrasés les uns contre les autres, les trois visages sont des gros plans instantanés pour individualiser la meute, et prouver qu'on est capable d'y reconnaître des hommes, à condition qu'ils se comportent comme tels. Tous ces hommes-ombres neutralisés dans la nuit de troubles, on devine leurs visages et leurs yeux.

*Je veux me faire une idée, je lis Paris-Match.*

L'Arpenteur, 2012

*Lancelot Hamelin, né en 1972, est metteur en scène et dramaturge. Le Couvre-feu d'octobre est son premier roman.*

## Petit livre gris

Élie Kagan

Les 300 000 photographies données à la BDIC (*Bibliothèque de documentation internationale contemporaine*) en 1999, par les héritiers du reporter photographe (négatifs, planches contacts, et diapositives) constituant le fonds Elie Kagan ont été confiées à la Section Photographies et cartes postales du MHC-BDIC. Ces collections apportent le témoignage d'un homme engagé, compagnon de route des mouvements contestataires. Elie Kagan (1928-1999) est, en effet, l'un des rares professionnels à avoir saisi sur le vif le massacre des Algériens, survenu à Paris, dans la nuit du 17 octobre 1961, après leur manifestation. (Présentation de la BDIC) Sous le titre « De Paris à Nanterre » ([www.bdic.fr/pdf/de\\_paris\\_a\\_Nanterre.pdf](http://www.bdic.fr/pdf/de_paris_a_Nanterre.pdf)), on trouvera les photographies d'Élie Kagan ainsi que cet extrait du « petit livre gris » :

17 octobre 1961 [...]

Plus tard on appellera cette chaude journée Ratonnades à Paris. Des Arabes par milliers, Concorde, Solférino, Rue de Lille, hommes casqués. Ma peur, qui me surprend.

Octobre 61

Juillet 42

Octobre 61

Juillet 42

Métro, wagons bondés

Français, nez contre vitres, indifférents,

on tire, on tue, et puis on efface vite.

Et moi Seul, tout seul avec ma peur au ventre

Qui fais mon métier d'homme

Et fixe pour toujours

Le crime, l'assassinat

La mort d'innocents

En espérant, Naïf

Que peut-être les images réveilleront les autres

Amorphes, endormis, égoïstes... ou pourris

Sur le quai du métro je photographie un Arabe qui souffre

Une balle dans l'épaule  
Il est là grimaçant, pleurant  
Une femme s'approche  
Casquette galonnée  
Et me dit:  
Savez-vous qu'il est interdit de prendre des photos sur le quai du  
métro?  
Alors je ne me retiens plus et lui hurle  
Comment  
Des hommes pleurent, souffrent  
Et vous me dites à moi  
Qui fait mon métier d'homme  
Qu'il est INTERDIT  
Mais qui êtes-vous donc  
Créature insensible  
Chrétienne?  
Syndiquée?  
Communiste, Cgt?  
Tout à l'heure, quand des flics poursuivaient ces malheureux, vous  
n'avez même pas pensé à leur dire que c'était interdit de tuer  
d'autres hommes, de les poursuivre jusque dans le métro.  
Et puis je l'ai giflée.  
Des souvenirs qui m'assaillent  
16 juillet 42  
Le Vél d'Hiv plein de juifs  
Français indifférents  
Et partent puis  
Meurent au loin  
Innocents, innocents  
Et moi j'ai survécu, j'ai lu  
J'ai étudié  
Réussite  
Faire ce que je veux  
Faire ce que je dois.

Consulter 17 octobre 1961, Élie Kagan, Actes Sud, 2002

Élie Kagan

*Élie Kagan est né en 1928. Ses parents sont des Juifs de l'Est immigrés à Paris et installés dans le X<sup>e</sup> arrondissement. Adolescent sous l'Occupation, il porte l'étoile jaune et doit la vie sauve à sa mère et à son père qui l'envoient en province en 1942. Cette épreuve de l'antisémitisme sera fondatrice de son engagement à venir en tant que photographe toujours en alerte devant le racisme et les crimes d'État, les dérives colonialistes, les injustices ou exclusions. Très vite passé des photos de célébrités à une pratique de reporter politique et social, arpentant toute sa vie les rues, les réunions politiques ou syndicales, les manifestations et les meetings, fixant sur la pellicule les sommités ou les anonymes, il est présent pour attester des luttes de son époque. Le 17 octobre 1961, il est l'un des rares photographes à arpenter les rues de Paris, à pied et en scooter, pour témoigner de ces violences policières que l'État occulte. Arrêté par la police, il a eu le temps de cacher sa pellicule dont les tirages contribueront plus tard à établir la réalité des faits, et il se battra longtemps pour cela. En mai 68, il est de nouveau dans les rues, puis atteste des injustices sociales en photographiant les laissés-pour-compte : SDF et sans-papiers, par*

*exemple. Indépendant (malgré un bref passage au Parti communiste à la Libération), indigné, il se définit comme un « reporter engagé » et lutte pour ouvrir dans le monde des medias un champ de témoignage irréfutable. Ses photos paraissent dans Témoignage chrétien, France-Observateur puis l'Observateur, Libération...*

*Après la mort d'Élie Kagan en 1999, le fonds d'archives u photographe est légué par sa famille à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC). Il comporte environ 300 000 documents.*

Retrouvez Élie Kagan dans le « dossier enseignants »

## Section 5 - LA PAIX PARTAGÉE

### Chroniques du bidonville. Nanterre en guerre d'Algérie

Monique Hervo

5 juillet 1962

Journée inoubliable. Mémorable. Nuit vertigineuse. La population de La Folie fête la Libération de l'Algérie. Joie intense. Profonde. Débordante. Sons aigus, modulés des youyous des femmes qui, d'une extrémité du bidonville à l'autre, se répondent. Le terrain lui-même semble vibrer de tous ces cris d'allégresse lancés à tout vent, par-dessus les toitures de papier goudronné des baraques. Accrochés aux chevrons, aux planches grignotées par les rats, d'immenses drapeaux vert et blanc flottent dans toutes les cours. D'autres, punaisés sur un bâton, sont plantés en terre. Les familles, groupées autour du drapeau, symbole de l'indépendance de la patrie, se font photographier à maintes et maintes reprises. Les enfants hurlent. Tapent des pieds de joie. Frappent des mains dans une cadence endiablée. Courent partout.

Les hommes ont fabriqué des estrades avec tout ce qu'ils ont pu trouver : tôles, bois posés sur des morceaux de parpaing ou de brique. Des tables juxtaposées font office de parquet afin que tout le monde puisse participer à ces réjouissances ininterrompues. Sur des tréteaux, des planches ont été alignées, ajustées.

Les femmes accompagnent de tout leur corps le rythme des derboukas, des tambourins. Certaines d'entre elles, épuisées, finissent dans une sorte de délire collectif. La femme d'Oumar le Bédouin, l'ancienne nomade du désert, s'écroule. Tounas, l'une des figures marquantes des festivités de la proclamation de l'Indépendance, femme pourtant d'âge mûr, est emportée dans une danse effrénée. Sans interruption, les femmes se relaient sur les planchers improvisés jusqu'au moment où harassées, elles se laissent glisser sur le sol. D'immenses clameurs, mêlées de battements de mains, sont lancées vers le ciel comme des louanges sans fin.

Tout le bidonville est emporté dans un immense élan triomphal. On ne voit plus les cabanes. Un instant, chacun entrevoit une terre paradisiaque. Enthousiasme de cette fraction du peuple algérien exilée chez nous. Exaltation qui, par-delà la Méditerranée, fait corps avec celle de tous ceux qui ont combattu au pays. Des hommes font l'éloge des combattants. Tout le monde applaudit. Des « *Tahia el-Djazair* ! » (Vive l'Algérie !) jaillissent de toutes parts. Des chants patriotiques sont entonnés et repris en chœur, comme « Du haut de nos montagnes... », le chant des moudjahidin. Une adolescente se penche vers moi et chuchote : « Enfin on peut sortir le drapeau dans la rue sans risque d'être tué par la police. » Chacun arbore sur la poitrine un petit écusson en métal où sont figurées les couleurs du pays avec le croissant rouge entourant l'étoile. Au-dessus, quelques lettres arabes : « Allâh est Grand. » Et quand l'hymne national algérien, Kassaman (le serment), est retransmis, les hommes se dressent, droits, fiers. Leurs regards semblent atteindre leurs frères en terre d'Algérie. Les femmes essuient des larmes avec leur foulard. Puis les youyous stridents fusent à nouveau. Depuis la proclamation de l'Indépendance, A'icha avoue : « Cela fait trois jours que je pleure, tellement j'étais tendue durant ces années de lutte. »

Puis les milliers d'habitants de La Folie se réjouissent autour d'un gigantesque festin. D'innombrables méchouis, dont les effluves se répandent sur le terrain vague, sont partagés entre Algériens, Marocains, Tunisiens. Des monceaux de gâteaux ruisselant de miel. Des beignets dorés. Les enfants du bidonville habillés de leurs plus beaux vêtements, ou vêtus aux couleurs de l'Algérie, savourent, dans une paix enfin retrouvée, sans police, toutes ces friandises au milieu de cette liesse générale.

Seuil, coll. L'épreuve des faits, 2001

Accompagnement littéraire réalisé par Martine Paulin, agrégée de lettres modernes,  
pour le département Education de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration